

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

| | |
|---|----|
| Pierre KENDE. — Hongrie : 30 ^e anniversaire. Les causes d'un soulèvement | 1 |
| Pierre LORRAIN. — Les leurre du changement. L'exemple de la diplomatie soviétique | 5 |
| Pierre HENCK. — Mikhaïl Gorbatchev face à l'« opium du peuple » | 8 |
| Branko LAZITCH. — L'alliance communiste-nationaliste : de la Chine à l'Afrique du Sud | 11 |
| Claude HARMEL. — Le Parti communiste sud-africain et l'A.N.C. Les débuts difficiles de l'alliance (II) | 13 |
| Morvan DUHAMEL. — Discrimination politique dans les études, les professions et les emplois en R.D.A. | 17 |
| Bertil HÄGGMAN. — Menace soviétique contre les pays scandinaves | 19 |
| C.H. — Les effectifs du P.C.F. : adhésions fragiles, clientèle en baisse | 21 |

CHRONIQUES

| | |
|--|----|
| Lionel TACCOEN. — Tchernobyl et les principes de la sûreté nucléaire | 22 |
| Pierre RIGOULOT. — Terrorisme : les interprétations de « l'Humanité » | 23 |
| René MILON. — Staline et l'Allemagne | 24 |
| R.M. — Le P.C.F. contre le financement public des partis | 26 |
| Guy BARBIER. — Le P.C.F. « emballé » par Gorbatchev | 26 |

LE POINT DE VUE D'EST & OUEST

| | |
|--|----|
| La provocation Daniloff et le sommet Gorbatchev-Reagan : une seule politique | 28 |
| P.R. — Deux antécédents à l'affaire Daniloff | 30 |

NOTES ET INFORMATIONS

| | |
|--|----|
| Willy Brandt dans la « Pravda » | 31 |
| Il y a toujours des « écoles du Komintern » .. | 31 |
| La bande des deux | 32 |
| Informations cachées | 32 |

Hongrie : 30^e anniversaire

Les causes d'un soulèvement

Ce qui s'est passé en octobre 1956 à Budapest est, à juste titre, considéré aujourd'hui comme la démonstration la plus éclatante du conflit qui oppose le système soviétique aux aspirations nationales et démocratiques des peuples du Centre-Est européen. Sur le plan plus abstrait de la théorie sociologique, l'événement confirme aussi — et avec éclat ! — qu'il ne peut pas y avoir là-bas de soulèvement populaire général sans crise concomitante au sein de l'« élite ».

Quand on se penche sur les causes précises de cet événement, il faut en effet partir du fait que

seuls deux pays du bloc soviétique (Hongrie et Pologne) sont arrivés en 1956 au bord de la révolution — et la Hongrie, même au-delà —, alors que pendant la décennie précédente, tous les pays de la région avaient connu les mêmes conditions, les mêmes privations, la même oppression. L'oppression soviétique, ou stalinistique, ne peut donc pas être tenue pour la cause spécifique des explosions qui allaient avoir lieu, à la fin de 1956, en Pologne et en Hongrie. Il faut alors chercher ce qui a distingué ces deux pays des autres. C'est précisément cette démarche comparative qui nous ramène au problème des « élites » (mot pris au sens de Pareto, d'où les guillemets).

Je n'ai pas la prétention de proposer ici une théorie générale des révolutions. Mais le rôle de l'élite politique me paraît crucial pour la compréhension de toute situation révolutionnaire. Faute de déchirement, de crise morale au sein de l'élite, aucun mécontentement populaire ne peut conduire à un changement de régime : il peut y avoir explosion, mais pas révolution. Inversement, lorsque le groupe dirigeant se trouve rongé par des doutes, des contestations internes et, éventuellement, par des rivalités, même une révolte populaire relativement limitée peut provoquer l'effondrement du système politique en place.

Voilà précisément ce qui s'est passé en Hongrie en 1956. C'est le groupe dirigeant communiste qui fut déboussolé (plus qu'en Pologne : d'où la différence entre la solution des deux crises). Si cela n'avait pas été ainsi, il serait impossible d'expliquer comment le régime a pu s'écrouler du jour au lendemain, alors que le défi auquel il devait faire face était « techniquement » tout à fait maîtrisable (une foule, certes nombreuse, mais inorganisée et qui est venue manifester sans hostilité ; puis, au terme d'une cascade d'erreurs et de provocations, un soulèvement, certes armé, mais dont les combattants, dispersés en groupes isolés, n'étaient que fort peu nombreux). Il est patent que la journée du 23 octobre n'était que la conclusion d'un long processus. Du côté des forces défiant le Pouvoir communiste, ce processus était marqué par l'encouragement progressif et par la montée de l'espoir quant à la possibilité d'un changement ; du côté du pouvoir, ce fut au contraire le découragement, la prise de conscience d'une certaine impuissance, c'est-à-dire de l'impossibilité de se faire entendre autrement que par la manière forte.

*
**

Les origines de ce processus remontent à l'année 1953. Partout en Europe de l'Est, la mort de Staline annonçait le début d'une nouvelle époque. Mais nulle part, sans doute, la transition n'a été si brutale qu'en Hongrie. Pour une raison qui, encore aujourd'hui, n'est pas très claire, les héritiers de Staline étaient beaucoup plus violemment critiques à l'égard de Mátyás Rákosi, leur fidèle et zélé lieutenant en Hongrie, qu'à l'égard des autres dirigeants est-européens. Le convoquant à Moscou en juin 1953, ils lui assénèrent une critique qui était proche d'une exécution politique et dont l'une des conséquences était que Rákosi devait céder une partie de son pouvoir à son censeur et rival, Imre Nagy (1). Aucune autre direction communiste n'a été, avant ou après, soumise à un traitement aussi dur. Et pour une raison non

moins mystérieuse, Rákosi (qui n'était pourtant pas n'importe qui) se défendit beaucoup moins bien qu'un Ulbricht, par exemple. Enfin et surtout, le nouveau cours imposé par le Kremlin trouvait, dans la personne d'Imre Nagy, un partisan enthousiaste qui, à la différence de ses collègues de Prague, de Bucarest, de Berlin-Est, etc., allait faire preuve d'une grande constance dans la mise en œuvre de cette ligne. Grâce à Nagy, la Hongrie de 1953-1954 est devenue la pionnière de la déstalinisation ; elle est allée beaucoup plus loin dans cette direction que les autres pays du bloc, URSS y comprise.

La crise interne du régime communiste hongrois a donc commencé en 1953. Dès juillet, l'élite politique se divise en pro-réformistes (les partisans de Nagy) et anti-réformistes (les partisans de Rákosi et de Ernő Gerő). La résistance au nouveau cours, orchestrée par Rákosi surtout, met à profit les oscillations du Kremlin et l'affaiblissement du clan Malenkov (censuré à l'époque par un Krouchtchev fort versatile). Obligés d'accepter au départ une série d'innovations dangereuses comme l'arrêt de la collectivisation agricole ou la suppression des camps d'internement, Rákosi et les siens parviennent néanmoins à saboter efficacement la politique économique de Nagy et ils conservent toute leur influence sur l'appareil du parti. La chute de Malenkov à Moscou leur permet enfin, au début de l'année 1955, de se débarrasser de Nagy et de réinstaurer une ligne plus dure, plus digne de l'héritage de Staline. *Hic incipit tragoedia.*

Pourquoi ? Parce que l'exclusion de Nagy du pouvoir et la mise en accusation de sa politique réformiste – qualifiée de « révisionniste », de « droitière » – n'ont pas été reçues par la société hongroise comme les stalinienens l'avaient escompté. Ces derniers n'ont pas compris qu'en 1955, l'opinion publique n'était plus aussi léthargique et soumise qu'avant 1953. A la suite du choc provoqué par le tournant de 1953, l'opinion hongroise – *l'intelligentsia* communiste avant tout – n'est plus disposée à se prêter aussi docilement qu'auparavant aux virages et aux soubresauts d'une politique imposée d'en haut. D'abord, elle n'a pas oublié le discrédit que le programme de 1953 a jeté sur toute la politique de l'époque stalinienne. Ensuite, elle a appris (fait unique pour un régime communiste et expérience que seuls partagent, avec les Hongrois, les Polonais, les Tchèques et... les Chinois !), que bien des aspects de la « marche vers le socialisme » sont réversibles. Enfin, le moral et l'assurance de l'élite (appareil y compris) ont été durement secoués par la révision des procès politiques, ou, plus exactement, par la réapparition publique d'un grand nombre d'anciens proscrits et de victimes innocentes. L'injustice faite à ces gens a été reconnue pour une « faute », mais l'opinion attend en vain que les auteurs de ces « fautes » soient enfin sanctionnés.

Dans ces conditions, la campagne engagée

(1) Sur l'histoire de cette convocation, cf. les livres de Tibor Méray (« *Imre Nagy, l'homme trahi* », Paris 1959) et de Miklós Molnár & László Nagy (« *Imre Nagy, réformateur ou révolutionnaire* », Genève-Paris 1959). Plus récemment, un des participants de cette conférence secrète, le futur président du Conseil András Hegedüs, a apporté son témoignage dans un livre autobiographique édité à Vienne et qui, jusqu'à présent, n'existe qu'en hongrois (« *Elet egy eszme árnyékában* », Wien 1985). Le témoignage de Hegedüs confirme en tout point les récits de Méray et de Molnár-Nagy.

contre Nagy et sa politique, loin de resserrer les rangs de l'« élite », a tout pour la diviser encore davantage. Mieux, il s'est produit quelque chose d'irréparable dont les conséquences – politiques, au sens le plus fort du terme – devaient apparaître sous peu. S'acharnant à discréditer la ligne réformiste, Rákosi et son clan ont effectivement compromis les chances d'un retour paisible, non catastrophique, à celle-ci.

A cause de leur acharnement, l'idée de la « réforme » (au sens du nouveau cours de Nagy) est devenue synonyme d'abandon du régime et de changement violent, bref, de « révolution ».

Rákosi serait resté peut-être plus crédible si l'évolution du Kremlin était allée dans le même sens que la mini-restauration de Budapest. Mais c'est le contraire qui se produisit. Au printemps 1955, à peine quelques semaines après le limogeage de Nagy, Khrouchtchev se réconcilia avec Tito et admit publiquement que le « socialisme » pouvait emprunter d'autres voies que le modèle tracé par l'Union soviétique. En février 1956, le XX^e Congrès du PCUS allait inaugurer la déstalinisation, cette fois en toutes lettres, et avec des accents qui – pour les Hongrois – rappelaient étrangement ceux d'Imre Nagy. Dès lors, l'équation politique de Rákosi se détériora singulièrement. Nul n'avait oublié en Hongrie qu'il se disait « le meilleur disciple de Staline », ni ses tirades d'injures contre Tito et les « traîtres yougoslaves ». Tout cela était d'autant plus désastreux pour le prestige de Rákosi (et pour le régime) qu'il s'y est mêlé une touche de comique : *on ne pouvait plus prendre au sérieux ce régime.*

*
**

On peut se demander pourquoi, après l'épisode de Belgrade, ou tout au plus après le XX^e Congrès de Moscou, le groupe dirigeants du PC hongrois n'a pas eu un sursaut de lucidité. Pourquoi, en effet, personne dans le personnel dirigeant n'a eu l'idée de sauver le parti en sacrifiant Rákosi et ses acolytes les plus discrédités ? La réponse est double. D'une part, il n'y avait pas de majorité, même potentielle, pour une telle décision (Rappelons que, pour déloger Rákosi en juillet 1956, quelques semaines seulement avant la crise finale, il faudra encore un ordre direct de Moscou !). Contrairement au parti polonais, le PC hongrois n'avait pas de groupe « centriste » tant soit peu influent ou organisé ; la grande majorité des dirigeants était acquise au triumvirat Rákosi-Gerö-Révai, une infime minorité sympathisait avec Nagy, et entre ces deux groupes, il n'y avait rien. La preuve en est qu'en juillet, à la sortie forcenée de Rákosi, c'est son *alter ego* Gerö qui devait lui succéder ; de candidat-rival « centriste », il n'en avait point (2).

(2) Dans le livre-interview ci-dessus mentionné, A. Hegedüs affirme qu'en juillet 1956 c'est à lui que les émissaires du Kremlin, Mikoyan et Souslov, avaient d'abord offert la succession de Rákosi, ce qu'il aurait refusé, ne s'estimant pas à la hauteur de la tâche. C'est fort possible mais il n'était pas lui non plus un « centriste », étant totalement acquis au clan Rákosi-Gerö.

L'autre partie de la réponse est liée à l'atmosphère politique créée par l'excommunication du « révisionnisme » de Nagy. Retourner après ces entrefaites à la politique de Nagy, c'eût été, pour le PC, perdre la face encore plus. Il est d'ailleurs symptomatique qu'après la chute de Rákosi, la direction renouvelée – car elle le fut dans une certaine mesure – ne savait que faire de Nagy, qu'elle avait peur de réhabiliter et qui résistait à l'offre d'un compromis louche l'obligeant à se déjuger devant l'opinion publique. Gerö n'était pas tout à fait hostile à l'idée de réintégrer Nagy à la direction, mais il était d'avis (et en cela, il avait probablement raison) qu'un virage aussi hardi demandait un temps de transition. Seulement, le temps était ce qui lui manquait le plus ! Au moment où Gerö se résigna enfin à recevoir Nagy – en septembre 1956, sauf erreur de ma part –, les jours du régime étaient comptés. Qu'il l'eût reçu deux mois plus tôt, la crise de confiance n'aurait pas été surmontée pour autant entre juillet et octobre. Pour prévenir l'explosion, il aurait fallu s'y prendre beaucoup plus tôt qu'en juillet et, surtout, bénéficier d'une crédibilité dont aucun des successeurs potentiels de Rákosi (Nagy excepté) ne pouvait se prévaloir.

*
**

En octobre 1956, la scène hongroise était tellement surchargée de tensions que le « changement » tant attendu n'avait plus de chance de se produire paisiblement, sans drame. C'était déjà un miracle que les funérailles de Rajk – cette cérémonie aussi paradoxale que dangereuse – n'eussent pas débouché sur des troubles. Mais il a fallu une exceptionnelle cécité de la part des dirigeants du PC pour désertir collectivement le pays précisément après cet événement lourd d'avertissements. Or, à peine les cercueils remis en terre, Gerö et tout son état-major (Hegedüs, Kádár, etc.), se rendent pour dix jours en Yougoslavie afin de « resserrer l'amitié » avec la direction de Belgrade. On ne peut pas s'empêcher de demander si c'était par inconscience pure ou par ruse (afin de mieux laisser la situation pourrir).

Mais la situation est-elle vraiment aussi dramatique ? Certes, depuis des mois, le Cercle Petöfi réunit les intellectuels critiques pour débattre de la situation du pays. Mais quand on relit leurs débats, on est frappé par le caractère modéré des interventions. Nul ne réclame le retour au pluralisme, personne ne met en cause la dépendance soviétique. Tous les propos sont sagement réformistes (au sens de la politique d'Imre Nagy, qui représentait aussi l'extrême limite de l'horizon). Si quelqu'un prend un jour la peine de comparer les discours du Cercle Petöfi avec les motions du Printemps de Prague, il sera étonné de constater que le plus grand radicalisme n'était pas du côté des Hongrois. Or, ce sont eux qui feront la révolution, non leurs camarades de Prague et de Bratislava ! Ce qui démontre une fois de plus, si be-

soin est, que le caractère dramatique d'une révolte ne s'explique pas forcément par le radicalisme des idées proférées la veille.

*
**

Comment expliquer, alors, la violence de la secousse ? Avant de reprendre le fil des événements, peut-être faut-il dire quelques mots du contexte *national* du soulèvement hongrois. On peut avancer sans exagération et sans dramatisation inutile qu'aucun pays du bloc soviétique – l'Allemagne de l'Est mise à part – ne se trouvait, après 1945, dans un état d'humiliation nationale aussi profond que la Hongrie. Compte tenu de cette blessure (sujet qu'il n'est pas à propos de développer ici), rien d'étonnant sans doute qu'un soulèvement contre le régime eût lieu précisément dans ce pays ; on pourrait même opiner (encore que de telles propositions soient toujours gratuites) que tôt ou tard, une explosion majeure *devait* y avoir lieu quels que fussent par ailleurs les aléas de la politique menée par les successeurs de Staline. Cela ne rend toutefois pas superflue l'analyse esquissée plus haut, car ce sont les péripéties de la déstalinisation qui expliquent pourquoi l'explosion intervint précisément en octobre 1956, non plus tard ou plus tôt.

Le déclenchement de la révolution hongroise fut aussi déterminé – c'est un point sur lequel tout le monde est d'accord – par l'évolution de la crise polonaise. Laquelle a frappé les Hongrois plus que les autres en raison de certains parallélismes (Gomulka-Nagy, etc.), mais aussi en raison de l'affinité historique qui, jusque-là, a lié les Hongrois aux Polonais. Il va de soi que la révolution polonaise de 1956 n'était que le détonateur de l'explosion de Budapest. Pour que le peuple hongrois se mît en marche, il a fallu tout ce que nous avons répertorié plus haut, à savoir l'espoir éveillé par la première déstalinisation, le désarroi des dirigeants en place, la perte de crédibilité du régime... Pour l'explosion du 23 octobre, il a fallu aussi l'irritation extrême provoquée par la surdité de la direction communiste. Même le soir du 23, alors que la capitale était en effervescence et qu'une foule encore paisible avait scandé depuis des heures les mots d'ordre du changement (3), Gerö et les siens ne comprenaient pas qu'ils devaient concéder quelque chose, inventer des mesures susceptibles de frapper et, partant, d'apaiser l'opinion surchauffée. Peut-être qu'en rappelant au pouvoir Nagy avant la tombée du soir, ils auraient fait l'économie sinon de la révolte (elle était en marche), du moins de la transformation de la révolte en lutte armée.

*
**

Nous arrivons ici à la cause principale de la violence du choc. Pour moi, jamais le peuple de

(3) On sait que les revendications du peuple hongrois avaient été formulées dès le 20 octobre par des assemblées d'étudiants. Parmi ces manifestes, ce sont les « 16 postulats » de l'École Polytechnique qui avaient le plus de succès : imprimés à la hâte, ils étaient collés sur les murs de la capitale dès le 22.

Budapest ne serait allé à la lutte armée ni n'aurait songé à abattre le régime en tant que tel si celui-ci n'avait pas fait appel aux troupes soviétiques. Cette conviction repose non seulement sur des considérations théoriques, mais aussi sur l'analyse de tous les témoignages disponibles et enfin sur une expérience personnelle : j'ai été ce jour-là dans les rues de Budapest jusqu'à deux heures de la nuit et j'ai vu « naître » les premiers groupes armés. C'était la colère de voir les Russes arriver – et le réflexe de « défendre la patrie » – qui les a fait surgir *du néant*. En l'absence de la première invasion soviétique, celle de la nuit du 23 octobre, il y aurait peut-être eu quelques escarmouches avec la police politique là où elle avait tiré dans la foule (par exemple, devant le bâtiment de la Radio) ; il n'y aurait pas eu d'insurrection généralisée. C'est la frayeur des dirigeants communistes et leur idée insensée de faire appel aux troupes d'occupation qui a transformé la révolte politique en un soulèvement armé.

La suite n'était que conséquence. Dès lors que la fureur populaire visait à abattre le régime en tant que tel, les mesures politiques susceptibles d'arrêter la lutte armée et de rétablir la paix civile – mesures improvisées par Nagy – devaient forcément aller au-delà de ce que Moscou était disposé à tolérer. L'échec à terme était donc inscrit dans la dynamique de la révolution une fois que la venue des Russes l'a propulsée au-delà de son projet initial. Nul ne sait ce qu'aurait pu réaliser le peuple hongrois en l'absence de cette décision fatale.

Pierre KENDE

ÉGALITÉ ET INÉGALITÉS EN EUROPE DE L'EST

Pierre Kende, Zdenek Strmiska



PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

LES LEURRES DU CHANGEMENT

L'exemple de la diplomatie soviétique

Sous l'impulsion de Mikhaïl Gorbatchev, l'Union Soviétique bouge, ou plutôt donne l'impression de bouger.

Pour l'heure, en politique intérieure et extérieure, on assisterait en réalité à la reprise de deux pièces déjà jouées. A l'intérieur, le renouvellement des slogans sur l'efficacité économique et l'idéalisation d'un « *homo sovieticus* » politiquement conscient, économiquement efficace et libéré de toutes les conduites asociales, rappellent les premières années du stalinisme. A l'extérieur, c'est la décrispation et le retour à une période de relative détente, comme celle qui présidait à la signature des premiers accords Salt et qui rendit possible l'« esprit d'Helsinki » (conséquemment, l'armement sans précédent de l'URSS et la reprise de l'expansion du socialisme réel dans le monde).

L'apparence de mouvement est due au changement de style des dirigeants et à un renouvellement sans précédent, depuis la période stalinienne, du personnel politique et administratif. D'une manière générale, ce renouvellement s'est opéré dans le désordre et a touché toutes les sphères d'activité : l'âge, la corruption et l'inefficacité ont été les trois critères principaux qui ont conduit plus de 50 % des cadres dirigeants de la période brejnévienne à la retraite ou, parfois, devant les tribunaux.

Le dirigeant septuagénaire, voire octogénaire, à la limite du gâtisme, mais inamovible, de la fin de l'époque brejnévienne a cédé la place au « jeune » cadre de style gorbatchévien, entre cinquante et soixante-cinq ans, dont l'avancement est apparemment dû aux diplômes et à l'efficacité plus qu'aux relations.

Ces nouveaux dirigeants sont porteurs d'un nouveau style, plus direct et par la force des choses plus proche des réalités. Leurs places, ils les doivent à la lutte contre la corruption et les insuffisances. Ce qui a fait tomber leurs prédécesseurs peut également les faire tomber. Il ne suffit plus, comme avant, d'être bien vu des princes, il faut aussi se garder de ses subordonnés.

En ce sens, la politique de transparence (« *glasnost* »), n'est pas seulement la solution gorbatchévienne aux « goulets d'étranglement » brejnéviens en matière de production et de bien être. C'est peut-être aussi une manière de résoudre l'un des problèmes les plus épineux du système soviétique : le renouvellement des cadres.

Mais si la valse des dirigeants qui a précédé le XXVII^e congrès s'est déroulée dans un désordre absolu, sans qu'un fil conducteur particulier puisse être mis en évidence, un corps a échappé au mouvement général et bénéficié au contraire de restructurations bien ordonnées, qui laissent transparaitre des motivations différentes : la diplomatie.

Une diplomatie en trompe l'œil

Il y a plus d'un an, le 2 juillet 1986, Edouard Chevardnadze remplaçait Andreï Gromyko à la tête du ministère des Affaires étrangères de l'URSS. De nombreux observateurs y virent la fin de la relative autonomie dont bénéficiait, vis-à-vis du parti, la diplomatie soviétique.

La règle très stricte qui commande les rapports entre le parti et le gouvernement veut que le premier dirige et le second exécute. Chaque ministre est ainsi chapeauté par une section de l'appareil du comité central qui exerce sur lui une véritable tutelle.

Or, depuis la fin des années soixante-dix, le MID (ministère des Affaires étrangères) d'Andreï Gromyko semblait avoir pris ses distances par rapport au Département international (DI) du CC du PCUS, que dirigeait Boris Ponomarev, secrétaire du CC et candidat au Politburo. La diplomatie soviétique adoptait en règle générale (notamment dans ses rapports avec les Etats-Unis) une attitude plus réaliste, moins idéologique, que le DI.

Ministre depuis 1957, membre du Politburo depuis 1973, Gromyko devint, après les décès de Brejnev et d'Andropov, le principal personnage en matière de politique étrangère au sein de la direction du PCUS. Peu habitués au système soviétique de double commande, la plupart des observateurs en déduisirent une indépendance accrue du MID, alors qu'en fait la suprématie du parti était parfaitement respectée. Gromyko, ministre, se bornait à exécuter les directives du Politburo que, dans une large mesure, il inspirait.

Le DI, de la sorte, se trouvait court-circuité.

Dans ce contexte, la nomination à la tête de la diplomatie d'Edouard Chevardnadze, précédemment premier secrétaire du parti en Géorgie, apparut comme ce qu'elle n'était pas : une reprise en main du MID par le parti.

De juillet 1985 jusqu'à la fin du XXVII^e congrès, le 6 mars dernier, le MID fut le seul ministère dont les plus hauts responsables échappèrent à la valse des cadres.

Les seuls mouvements touchèrent deux vice-ministres. Boris Aristov devenait, le 20 octobre, ministre du Commerce extérieur en remplacement du vieux Nikolai Patolitchev, mis à la retraite. Le 29 novembre, Viktor Stoukaline était nommé ambassadeur à Athènes à la place d'Igor Andropov, fils de l'ancien secrétaire général, accusé de mener une vie trop dissolue.

Aristov fut remplacé fin novembre par Vadim Loguinov, ancien ambassadeur en Angola. Dans le même temps, un spécialiste des problèmes des cadres de l'appareil du comité central, Valentin Nikiforov, fut détaché au MID avec rang de vice-ministre.

Ce fut tout jusqu'au congrès. Les rumeurs d'un remaniement complet de la diplomatie allaient bon train en coulisse. Selon la version la plus courante, Chevardnadze serait nommé à la tête du DI qui prendrait définitivement le pas sur le MID, Anatoli Dobrynine, ambassadeur à Washington depuis 1962, devenant ministre des Affaires étrangères.

En fait, ce fut le contraire qui se produisit. Au lieu de donner le MID aux politiques, la direction soviétique confia le DI aux diplomates.

Dobrynine, diplomate de carrière, fut nommé le 6 mars à la tête du DI avec rang de secrétaire du comité central en remplacement du vieux Boris Ponomarev, qui prenait une demi-retraite en demeurant membre du Comité central.

Ce n'est qu'à partir d'avril que les mouvements dans la diplomatie prennent de l'importance. Un peu plus d'un mois aura été nécessaire à Dobrynine pour décider des transformations. Les premières concerneront le mouvement des ambassadeurs et se traduiront par un rejeunissement général.

Ce mouvement avait d'ailleurs été préparé par le congrès. Les ambassadeurs survivants de l'ère brejnévienne comme Popov à Londres, Abrassimov à Tokyo, Chtcherbakov à Pékin ou Semenov à Bonn, perdirent leur siège au Comité central ou à la commission centrale de contrôle avant d'être rappelés de leur poste.

Ce n'est qu'à partir du mois de mai que commenceront les changements au sein même du MID.

La prise en main du DI par les diplomates est confirmée par la nomination de M. Gueorgui Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, au poste de chef-adjoint du DI au côté de Dobrynine.

Dans le même temps, le principal conseiller de ce dernier à Washington, Aleksandre Bessmertnykh, devient vice-ministre des Affaires étrangères. Le pont entre le DI et le MID est ainsi établi dans les deux sens.

Un nouveau premier vice-ministre est nommé fin mai : Iouli Vorontsov, précédemment ambassadeur à Paris. Anatoli Kovalev, lui, est promu du rang de vice-ministre à celui de premier vice-ministre.

En revanche, Mikhaïl Kapitsa, spécialiste des problèmes d'Extrême-Orient, et Léonide Ilitchev, spécialiste des questions chinoises, demeurent à leur poste de vice-ministre.

Le cas Ilitchev est intéressant. A quatre-vingts ans passés, la logique voulait qu'il accède à une retraite bien méritée. Cela n'a pas été le cas. Bien que ses attributions semblent avoir été reprises par Igor Rogatchev, ancien chef du premier département extrême-oriental du MID (Chine-Mongolie-Corée du Nord), promu vice-ministre le 13 août, Ilitchev, au moment où ces lignes étaient écrites, demeurait à son poste.

Dernière nomination intéressante au poste de vice-ministre, celle de Boris Tchaplina, ancien ambassadeur à Hanoï.

Si les mouvements des ambassadeurs vers Moscou semblent motivés par le renforcement des équipes chargées des problèmes Est-Ouest d'une part et sino-soviétiques de l'autre, les nominations de nouveaux ambassadeurs ne semblent pas correspondre à un plan préétabli, mais plutôt à des décisions au coup par coup et à un chassé-croisé impressionnant.

Cas frappant, la succession de Dobrynine à Washington. Depuis le départ de ce dernier jusqu'à la nomination de son successeur, Iouri Doubinine, trois mois se sont écoulés. Dans un premier temps, en avril, Doubinine, ambassadeur en Espagne fut nommé représentant permanent aux Nations-Unies, en remplacement d'Oleg Troïanovski, nommé lui en Chine. Ce n'est que fin mai que Doubinine trouva à Washington son affectation définitive.

Le nouvel ambassadeur à Bonn est Iouli Kvitinski, l'ancien négociateur de Genève sur les armements nucléaires de moyenne portée. Il a précédemment travaillé dans les ambassades soviétiques de Berlin et de Bonn et passe pour un bon connaisseur des problèmes allemands.

A Paris, c'est un vice-président du Conseil des ministres d'URSS, Iakov Riabov, qui succède à Vorontsov. Sa nomination peut s'apparenter à une demi-disgrâce. Riabov a commencé sa carrière à Sverdlovsk, le fief de Kirilenko, d'où viennent également Nikolai Ryjkov, président du conseil des Ministres, et Boris Ieltsyne, patron du parti pour la ville de Moscou. Parvenu avant eux dans les hautes sphères du pouvoir (il a été secrétaire du Comité central de 1976 à 1979), sa carrière a rapidement décliné, alors que la leur était en phase ascendante. Il semble avoir suivi Kirilenko dans la disgrâce sans avoir pu se rapprocher d'Andropov au moment décisif, comme le fit Ryjkov. Sa nomination à Paris fait tomber de quatre à trois les apparatchiki de Sverdlovsk au sein de la présidence du gouvernement soviétique.

La fin du Département d'Information internationale

Autre nomination qui ressemble à une disgrâce, celle de Léonide Zamiatine à Londres.

Léonide Zamiatine, ancien directeur de Tass, dirigeait le Département d'Information internationale (DII) du Comité central créé par Brejnev en 1978. On a prêté successivement à Andropov et à Gorbatchev l'intention de dissoudre ce département, qui mordait sur les attributions du DI et du département de la Propagande. Une dépêche de l'AFP, en juin 1985, vite démentie, avait d'ailleurs annoncé le limogage de Zamiatine et la dissolution de son département. Cela a finalement été fait presque un an plus tard.

Les attributions du DII consistaient essentiellement, comme le rapportent Roy Godson et Richard Shultz dans leur ouvrage « *Dezinformat-sia* », à coordonner et véhiculer dans le monde entier les thèmes de propagande que mettait au point le DI sous les directives du Politburo. Il s'agissait donc d'un instrument essentiel de la désinformation. Du DII dépendait la totalité de la presse et des radios soviétiques à destination de l'étranger.

Il est pour l'heure trop tôt pour savoir qui, du DI ou du département de la Propagande, a récupéré les attributions du DII. Mais quelques éléments laissent penser que le second a vu augmenter ses prérogatives.

D'abord, la nomination assez inhabituelle, le 6 mars dernier, d'Aleksandre Iakovlev, chef du département de la Propagande au rang de secrétaire du Comité central. Ses fonctions semblent à première vue faire en partie double emploi avec celles du secrétaire chargé de superviser les départements idéologiques (en fait, le numéro deux du parti), Iegor Ligatchev.

D'autre part, Iakovlev, qui avait conservé la direction du département de la Propagande, a été remplacé à ce poste le 21 août par Iouri Skliarov, précédemment rédacteur-en-chef très orthodoxe de la revue « *Problèmes de la paix et du socialisme* », dont le siège est à Prague.

Iakovlev voit-il ses prérogatives rongées ? Ou bien est-il au contraire chargé de superviser un département aux attributions élargies divisé en deux services ? La carrière de Iakovlev, qui a été pendant dix ans ambassadeur à Ottawa avant de diriger l'école des relations internationales de Moscou, milite en faveur de la deuxième hypothèse.

Mais si ce n'est pas l'ancien ambassadeur à Ottawa qui a hérité de la « force de frappe » en matière de désinformation que constituait le DII, c'est forcément Dobrynine, l'ancien ambassadeur à Washington. De toute manière, elle est entre les mains de personnes qui connaissent mieux que leurs prédécesseurs les faiblesses des démocraties occidentales. En outre, la présence à Moscou, à des postes d'importance, de nombreux spécialistes

de l'Occident, laisse présager une efficacité nouvelle, non seulement de la désinformation, mais aussi de la diplomatie soviétique.

Contrairement à ses prédécesseurs, Gorbatchev semble prêter une grande attention à la politique intérieure des pays occidentaux. Il s'est entouré de gens qui connaissent la composition et le fonctionnement des cercles politiques et diplomatiques de l'Ouest.

Vue de loin, la nouvelle diplomatie soviétique peut sembler rassurante à nos classes politiques. Elle est composée de personnalités connues, que beaucoup ont côtoyées, et qui individuellement ne semblent pas particulièrement « dures ». Mais pour l'heure, les désillusions de la fin des années soixante-dix et la période de durcissement du début des années quatre-vingts sont encore dans les mémoires.

Les Soviétiques auront d'autant plus tendance à se montrer coopératifs et sensés qu'ils ont beaucoup à faire oublier. Mais si les Occidentaux ne saisissent pas assez vite les mains tendues, ou si, comme le président Reagan, ils considèrent que l'essentiel n'est pas négociable, les Soviétiques vont très vite se montrer désagréables, de manière à bien faire comprendre que si la « détente » vaut mieux que la « tension », ils peuvent jouer de l'une comme de l'autre.

Les dirigeants soviétiques ont appris que nombreux sont les politiciens occidentaux qui préfèrent céder plutôt qu'affronter des affaires comme celle du journaliste Daniloff. D'autant que la première réaction sera toujours, dans nos démocraties, de chercher quels peuvent bien être les « faucons soviétiques » qui sapent ainsi les progrès du « bon sens ».

La fable selon laquelle le secrétaire général est une « colombe » qu'il faut aider en négociant n'est pas loin de réapparaître.

Pierre LORRAIN

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Principaux associés :

Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :

15, avenue Raymond-Poincaré
75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs

Abonnement annuel : 262 francs

Etranger : 346 francs

MIKHAIL GORBATCHEV

FACE À L'« OPIUM DU PEUPLE »

Les militants antireligieux des années vingt et trente en URSS prédisaient l'extinction à court terme de la religion au pays de Léline. Dans les années soixante, c'était au tour de Nikita Khrouchtchev de prophétiser la disparition des dernières « *survivances religieuses* » avant 1990.

Près de soixante-dix ans après la Révolution, le sentiment religieux est loin d'avoir disparu en Union soviétique. Mieux encore, la religiosité croissante observée depuis une quinzaine d'années, notamment au sein de la jeunesse, permet aujourd'hui de parler non plus d'un simple phénomène de mode, mais d'un véritable fait de société.

En matière de lutte anti-religieuse, Mikhaïl Gorbatchev s'est montré à la hauteur de ses prédécesseurs depuis son arrivée au pouvoir : la propagande intensive contre « l'opium du peuple », selon la célèbre formule de Karl Marx (1), reste à l'ordre du jour et la répression frappe de plein fouet tous les croyants jugés trop « remuants » par les autorités.

Les derniers mois ont permis de constater que la « restructuration » (sans doute serait-il plus juste de parler de replâtrage !) de la société entreprise par le numéro un soviétique concerne également le secteur de la propagande, Gorbatchev cherchant à moderniser une machine dont l'inefficacité a été régulièrement dénoncée en haut lieu.

L'intensification de la propagande anti-religieuse figurait, il est vrai, en bonne place parmi les thèmes développés au 27^e congrès du PC, en février-mars dernier à Moscou.

Fin avril, une semaine du film soviétique anti-religieux s'ouvrait à Moscou au moment même où commençait la Semaine Sainte pour les fidèles de l'église Orthodoxe. Au programme, une trentaine de « documentaires » dénonçant « le caractère mensonger des légendes religieuses » et « l'activité anti-sociale et anti-soviétique » des communautés non-enregistrées auprès des autorités et donc illégales. Quelques titres au hasard : « *Ainsi, Dieu n'existe pas* », « *Le Message de Judas* », « *Made in USA - l'activité hostile des Témoins de Jéhovah* », « *Le pasteur sur la mauvaise pente* »...

(1) Formule que Marx a d'ailleurs empruntée à Honoré de Balzac, qui dans *La Rabouilleuse* qualifiait la loterie d'opium du peuple (note d'E. & O).

Le mois suivant, la télévision commençait la diffusion d'une série d'émissions animées par le directeur adjoint de l'Institut d'athéisme scientifique du comité central du Parti, Edouard Filimonov. Surprise, la première émission donnait lieu à quelques affirmations surprenantes de la part d'un tel personnage.

Certains aspects de la vie en société socialiste sont susceptibles de stimuler l'intérêt de la population pour la religion, a déclaré Filimonov. Bizarre ! Jusqu'à présent, la religion était considérée comme une « *survivance du passé* » et le dogme marxiste-léniniste établissait formellement qu'il « *n'existe aucune base sociale pour le développement de la religion* » en URSS... A la question : « *Pourquoi y-a-t-il encore tant de croyants en URSS ?* », Filimonov a répondu que de mauvaises conditions de logement et un travail physiquement pénible incitaient certains Soviétiques à « *échapper à leur triste vie en cherchant un refuge dans la religion* ».

D'accord pour les mauvaises conditions de logement et le travail physiquement pénible, mais limiter à ces deux seuls facteurs l'intérêt des Soviétiques pour la religion est un peu faible. Les responsables du « front idéologique » ont décidé ment raison de critiquer la propagande antireligieuse, généralement aussi médiocre qu'abondante.

Si les œuvres de Pouchkine ou Tolstoï sont presque introuvables en librairie à Moscou (mieux vaut ne pas parler de la province !) en raison d'une pénurie chronique de papier – selon la version officielle –, les brochures et livres antireligieux bénéficient, pour leur part, de tirages tout à fait considérables.

Pas moins de 200 000 exemplaires pour l'édition annuelle de *Arguments*, une brochure de 150 pages qui dévoile « *les activités hostiles des centres de propagande des pays capitalistes et leur falsification de la situation religieuse en URSS* ». Même tirage pour « *La religion et l'église dans la société soviétique* », de Vladimir Kouroedov, président du Comité d'Etat aux affaires religieuses, et 50 000 exemplaires pour « *L'éducation athée des jeunes écoliers* », employé dès les premières classes.

Au total, ce sont des millions de volumes qui sont publiés chaque année, avec parfois des titres de *best seller* comme « *Diversion sans dynamite* » ou « *Les falsificateurs en soutane* ».

L'ouvrage de référence reste incontestablement le *Dictionnaire de poche de l'athée*. En quelque 300 pages, ce livre diffusé à 100 000 exemplaires chaque année depuis 1973, sert de bréviaire – si l'on ose dire – aux militants antireligieux, au même titre que des revues spécialisées comme *Nauka i Religia* (Science et Religion), *Lectures athées*...

Face à cette propagande qui inonde les librairies, touche la télévision, les écoles, les Universités et jusqu'aux unités militaires, les croyants ont tout juste le droit de se taire.

Aucune publication religieuse n'est accessible à la masse des croyants. La revue du Patriarcat de Moscou et le mensuel publié par les autorités musulmanes à Tachkent – d'un intérêt relatif au demeurant – sont réservés à un petit nombre de privilégiés et servent accessoirement à accréditer auprès des visiteurs étrangers naïfs ou complaisants le mythe de l'existence d'une presse religieuse en Union soviétique. C'est pourquoi le samizdat religieux continue de produire Bibles, catéchismes pour enfants, recueils de cantiques et ouvrages de théologie. Avec l'aide de nombreuses organisations étrangères comme la Mission Slave de Stockholm, qui a indiqué en 1985 avoir fait parvenir environ 500 000 Bibles en URSS par des voies détournées au cours des dix dernières années.

L'instruction religieuse organisée est aussi interdite : selon la loi, seuls les parents ont le droit d'enseigner la religion à leurs enfants, et l'organisation d'un cours de catéchisme ou d'une école coranique non-officielle vaut entre deux et trois ans de camp. Le droit des parents en la matière est d'ailleurs des plus ténus, un article du code de la famille stipulant que « *les parents doivent élever leurs enfants dans l'esprit du code moral des bâtisseurs du communisme* ».

Cet article a servi à plusieurs reprises à retirer la garde de leurs enfants à des familles de croyants – généralement baptistes ou pentecôtistes – pour les placer pendant quelques années dans des internats spécialisés.

C'est que la cellule familiale est le responsable numéro un de la persistance des idées religieuses, affirmait en juillet dernier le mensuel *Molodoi Kommunist*. L'organe théorique des Jeunesses Communistes précisait que 75 % des croyants étaient venus à la religion sous l'influence de leur famille.

Aucune donnée officielle sur le nombre de croyants en URSS n'a jamais été publiée, mais la presse donne parfois sur ce sujet des indications fragmentaires. La *Pravda* (13/9/1985) a indiqué qu'il y avait de 8 à 10 % de pratiquants en Union soviétique en milieu urbain et « *un peu plus à la campagne* », ce qui correspond environ à 30 millions de croyants. Selon diverses estimations occidentales, il y en aurait en fait entre deux et trois fois plus.

Difficile, il est vrai, d'avancer des chiffres quand même des membres du parti, et parfois des responsables locaux, participent activement à la vie religieuse du pays. « *Des communistes se marient à l'église et baptisent leurs enfants* », relevait *Nauka i Religia* en juillet dernier, en rapportant l'histoire exemplaire d'un instructeur du parti et de sa femme, secrétaire de la cellule du Komsomol de son entreprise, qui avaient fait baptiser leur enfant en prenant soin d'aller dans un église située à plusieurs milliers de km de leur lieu de travail ! Les deux « coupables » ont été aussitôt exclus du Parti et du Komsomol, précisait *Nauka i Religia*.

Il n'y a pas si longtemps, l'organe des forces armées *Krasnaia Zvezda* (L'Etoile Rouge) a dénoncé le comportement d'un lieutenant, membre des Jeunesses Communistes, responsable de l'éducation idéologique de son unité, qui s'était marié à l'église. Lui aussi avait jugé bon de faire célébrer cette cérémonie à quelque 1 000 km du lieu de sa garnison.

En dépit de ces mesures de précaution, le lieutenant, l'instructeur du parti et sa femme ont tous été rapidement signalés « à qui le droit » et punis en conséquence. Ce qui prouve au moins que le contrôle par la police des registres paroissiaux est effectué avec la plus grande attention. Il convient ici de rappeler que les prêtres, molah, pasteurs et rabbins sont tenus par la loi d'inscrire sur un registre officiel tout baptême, mariage, circoncision...

A la demande de parents inquiets pour leur carrière et l'avenir professionnel de leurs enfants, des religieux acceptent à leurs risques et périls d'officier à domicile, et « oublient » ainsi de signaler le fait aux autorités.

Cet attachement aux cérémonies religieuses s'observe un peu partout en URSS, dans la très catholique Lituanie comme chez les orthodoxes russes et dans les régions d'Asie centrale et du Caucase à forte tradition musulmane.

« *Des communistes, des komsomols et même des dirigeants* » participent à des cérémonies religieuses, a souligné le numéro un du PC Ouzbek, Inamjon Ousmankhodjaev (*Pravda Vostoka*, 31/1/1986), en précisant qu'il ne s'agissait pas là de cas isolés.

Depuis longtemps, les responsables de la lutte antireligieuse ont essayé de promouvoir l'adoption de « nouveaux rites » destinés à remplacer des fêtes traditionnelles. Le manuel « *Les rites socialistes* » publié à Kiev en 1985 donne les précisions nécessaires à l'organisation de ces cérémonies de substitution.

Au lieu de faire baptiser leur enfant, les parents soviétiques sont invités à le faire « octobre », au cours d'une cérémonie célébrant la Révolution de 1917. Après le mariage, le nouveau couple est appelé à se rendre devant le plus proche monument de Lénine ou à s'incliner devant la tombe du soldat inconnu. Avec certaines particularités locales : visite au mausolée de Lénine à

Moscou (avec le privilège de ne pas faire la queue !) et en Géorgie, photo-souvenir devant l'immense statue de Staline sur la place principale de Gori, ville natale du petit père des peuples.

Les « nouveaux rites socialistes » et la propagande antireligieuse rencontrant un succès des plus restreints, Mikhaïl Gorbatchev fait surtout confiance au KGB pour tenter d'enrayer l'extension du phénomène religieux en URSS.

Premiers visés, les serviteurs du culte qui refusent la soumission totale à l'Etat, alors que la hiérarchie de toutes les communautés officielles est largement compromise, voire complètement inféodée au Pouvoir. « *Ce que l'idéologie de l'athéisme n'a pas pu faire entrer dans les esprits pendant soixante ans, ce sont maintenant des hommes d'Eglise à la solde de l'athéisme qui doivent le faire* », selon la formule d'un auteur du samizdat qui dénonçait la pénétration d'agents du KGB dans la hiérarchie orthodoxe (2). Une accusation qu'on pourrait malheureusement renvoyer au catholicos arménien, au grand mufti de Tachkent et à bien d'autres.

Dans les camps, les hôpitaux psychiatriques et en assignation à résidence se trouvent actuellement des rabbins qui ont refusé de servir d'indicateurs au KGB, des pasteurs protestants coupables d'avoir animé des réunions de prières sans autorisation, et des prêtres catholiques et orthodoxes comme les pères Alfonsas Svarinskas, Sigitas Tamkevicius et Gleb Yakounine, qui avaient mis sur pied des Comités de défense des croyants.

A l'approche du millénaire de la christianisation de la Russie, qui sera célébré en 1988, les au-

(2) Cahiers du Samizdat n° 83, février 1982.

torités accordent une attention particulière aux orthodoxes : le diacre Vladimir Roussak a été arrêté en avril dernier, quelques jours seulement avant qu'un animateur du samizdat orthodoxe, Boris Razdeev, soit amené à faire un *mea culpa* à la télévision après une préparation psychologique appropriée.

Pourquoi cet acharnement contre de simples croyants qui, en fin de compte, ne constituent aucun danger pour la sécurité de l'Etat ? Sans doute parce que toute communauté religieuse est en compétition avec le système communiste dans la mesure où elle représente un système de valeurs différent et regroupe physiquement un nombre important de personnes.

Il y a aussi une autre raison : alors que la dissidence « classique » (politique, nationale, syndicale) est au creux de la vague depuis plusieurs années, l'opposition religieuse, elle, n'a jamais cessé de se manifester.

Les uniates ukrainiens survivent depuis l'interdiction, par Staline, de leur église en 1946, les baptistes et les adventistes du septième jour fêtent le vingtième anniversaire de leurs églises clandestines et de nouveaux courants semblent actuellement s'imposer comme le renouveau islamique et les fidèles de la Conscience de Krishna.

Si l'on en croit les théories de Marx, la religion doit disparaître au fur et à mesure que le socialisme se développe. Dans la mesure où l'on semble assister à une sorte de renaissance religieuse en URSS, doit-on, suivant les critères marxistes, en déduire que le socialisme régresse au pays des Soviets ?

Pierre HENCK

L'homme qui convient à la place qu'il lui faut

Gorbatchev poursuit son entreprise de modernisation, et c'est sans doute pour leur donner une allure plus moderne qu'il vient de doter les services de propagande du PCUS d'un nouveau responsable. Mais son choix laisse assez perplexe. Il a désigné, pour ce poste, Iouri Skliarov, lequel n'était connu (?) jusqu'à ce jour que pour être le rédacteur en chef de *Problèmes de la Paix et du Socialisme*, la revue officielle du Mouvement Communiste International, qui a sa rédaction à Prague et dont l'édition française

s'intitule : *La Nouvelle Revue Internationale*.

Peut-être Iouri Skliarov possède-t-il des talents cachés que le premier secrétaire du PCUS a su détecter sous des apparences trompeuses, mais en fait de modernité, il serait difficile de trouver pire que la revue de Prague, non seulement par la sévérité, la froideur et l'ennui de sa présentation, mais aussi par le conformisme étroit et pesant des pensées, si l'on peut dire, qu'elle exprime. Un bel exemple de sclérose stalinienne.

Si Skliarov développe les mêmes talents dans le nouveau domaine où s'exercera désormais sa compétence, ceux qui, par devoir professionnel (et sans doute aussi en punition de péchés qui doivent être majeurs, si l'on en juge par le châtement) s'infligent la lecture mensuelle de la *NRI*, ne peuvent qu'adresser l'expression de leur compassion fraternelle aux malheureux fonctionnaires et vic-times des services de propagande du Comité Central du Parti communiste de l'Union soviétique.

C.H.

ALLIANCE COMMUNISTE-NATIONALISTE

DE LA CHINE

À L'AFRIQUE DU SUD

Il est de plus en plus fréquent d'entendre dire en France et ailleurs que le marxisme-léninisme, en sa double qualité de doctrine et de croyance, est mort. Cette constatation est valable à la fois pour l'Europe orientale et occidentale, à condition toutefois de ne pas oublier que le marxisme-léninisme — selon la propre formule des communistes — n'est pas uniquement une doctrine, mais aussi un guide d'action révolutionnaire et une technique du pouvoir politique. Or, autant les postulats de la doctrine marxiste-léniniste sont cruellement démentis par la réalité (voir les prophéties sur l'effondrement du capitalisme et sur la supériorité économique du socialisme), autant les postulats de l'action politique (le parti, la stratégie, la tactique) restent valables. L'un des postulats de l'action concerne la fameuse alliance du communisme et du nationalisme, thèse formulée par Lénine en 1920 et encore en vigueur aujourd'hui, plus d'un demi-siècle plus tard.

En 1920, à la veille du deuxième congrès de l'Internationale communiste, Lénine rédigea le projet de « *Thèses sur la question nationale et coloniale* », dont la onzième (et avant-dernière) décrétait : « *L'Internationale communiste doit conclure une alliance provisoire avec les bourgeois démocrates dans les pays coloniaux et arriérés, mais elle ne doit ni fusionner avec eux, ni renoncer à maintenir la liberté d'action, même rudimentaire* ». Cette idée, qui devait tout à Lénine et rien à Marx, fut loin de rencontrer l'unanimité, même au sommet du Parti bolchévique et de l'Internationale communiste. Lénine demanda leur avis à quelques bolchéviks en vue, dont Staline, qui ne manquèrent pas d'y opposer des objections. Il en fut de même avec les dirigeants étrangers venus au congrès : Roy, communiste indien, rédigea des « *Thèses complémentaires sur la question nationale et coloniale* ». Serrati, chef de la délégation italienne, déclara alors ne vouloir voter ni pour les thèses de Lénine, ni pour l'annexe de Roy.

Lénine réussit à imposer son point de vue, qui devint — et resta jusqu'à aujourd'hui — le credo du communisme mondial, aussi bien concernant l'alliance provisoire entre la bourgeoisie nationale et les communistes que le passage obligatoire de la révolution anti-impérialiste, nationale et démocratique à la seconde phase : la révolution prolétarienne et socialiste. En termes clairs : les communistes doivent former un front commun avec les nationalistes au cours de la première phase, anti-impérialiste, de la révolution, mais il doivent se préparer à un affrontement avec

cette même bourgeoisie lors du passage à la seconde phase.

Depuis 1920, soixante-six ans se sont écoulés et le mouvement communiste international a eu l'occasion de connaître de très nombreux cas de figure allant de la victoire définitive à l'écrasement total, et dont voici quelques exemples. La Chine, pays le plus peuplé du monde, a connu deux fois l'alliance nationaliste-communiste et deux fois la rupture. Première alliance en 1924 et première rupture en 1927, avec avantage aux nationalistes dans la guerre civile. Seconde alliance en 1937 et seconde rupture en 1947, mais après un avantage initial aux nationalistes, intervint la victoire définitive des communistes en 1949. En Indonésie, au lendemain de l'accession à l'indépendance, les communistes crurent le moment venu de passer à la seconde phase de la révolution : l'affrontement avec la bourgeoisie nationale. Ils déclenchèrent l'insurrection de Madiun en 1948, mais les forces nationalistes, Soekarno en tête, eurent le dessus. En 1965, les communistes tentèrent une deuxième fois de prendre le pouvoir, cette fois en alliance avec le même Soekarno, mais les militaires balayèrent ce dernier et noyèrent la tentative communiste dans le sang. En Indochine, la situation offerte par la lutte contre les Français d'abord et les Américains ensuite était plus simple du fait que les communistes dominaient le mouvement de libération nationale, la « bourgeoisie nationale » n'ayant qu'un rôle de figuration. En Birmanie, au lendemain de l'accession à l'indépendance (1948), les communistes déclenchèrent une insurrection, mais au bout de longues années de combat, ils furent battus. Le même scénario se répéta en Malaisie, également en 1948 : le pays devenu indépendant, les communistes passèrent à l'insurrection, mais leurs douze années de lutte se terminèrent par une défaite totale.

*
**

Ce qu'on avait vu au lendemain de la Deuxième guerre mondiale en Asie s'est répété, à une moindre échelle, quelques années (ou quelques décennies) plus tard sur le continent africain. En Algérie, l'insurrection était dirigée par les nationalistes et les communistes voulaient négocier leur ralliement au FLN à condition de pouvoir conserver leur autonomie, conformément aux consignes de Moscou, mais les chefs nationalistes exigèrent la dissolution du Parti communiste. Jusqu'à la proclamation de l'indépendance de l'Algé-

rie, en été 1962, les militants communistes participèrent à la lutte au côté du FLN. Quatre mois après, les nouvelles autorités décrétèrent la dissolution du PCA (novembre 1962). Les communistes ne purent donc jouer le rôle que leur catéchisme léniniste leur enseignait ni dans la première phase de la révolution algérienne (avant la prise du pouvoir), ni dans la seconde phase (après la prise du pouvoir). En Angola, en revanche, les éléments communistes groupés dans le MPLA avaient non seulement pour adversaire le colonisateur portugais, mais aussi deux autres mouvements nationalistes, dirigés l'un par Joseph Savimbi, l'autre par Roberto Holden. Le schéma léniniste ne fut donc appliqué que partiellement et les communistes l'emportèrent non pas tant pour avoir appliqué à la lettre les thèses léninistes, que pour avoir bénéficié du soutien des militaires putschistes portugais, puis de l'intervention militaire soviéto-cubaine.

OUÛ EN EST L'AFRIQUE DU SUD ?

Dans la situation actuelle de l'Afrique du Sud, les communistes trouvent une fois de plus un terrain idéal pour mettre en pratique les thèses léninistes sur la question nationale-coloniale : le pays est habité en forte majorité par des Noirs (« colonisés »), mais le pouvoir est totalement aux mains de la minorité blanche. Dans le passé, les relations entre les nationalistes (*African National Congress*) et le PC sud-africain ont connu deux aspects du schéma léniniste : l'alliance et la rupture (1). Mais depuis très longtemps, c'est l'alliance nationaliste-communiste qui détermine la politique du PC et il ne fait aucun doute que telle sera sa ligne dans l'avenir, en attendant la « lutte finale ».

Autant il est facile de constater le fait fondamental de l'alliance, autant il l'est moins de mesurer le rôle exact des communistes dans ce duo. La raison en est double : *primo*, les communistes cachent toujours une partie de leur rôle et de leur influence au sein d'une alliance (ou d'un Front) pendant qu'ils mènent la lutte pour le pouvoir ; ce n'est qu'une fois la victoire remportée — donc dès le moment où l'on peut abattre les cartes — qu'apparaît leur véritable place. *Secundo*, même si l'on peut approximativement déterminer la situation quantitative des communistes au sein d'une alliance, il est plus difficile de porter une appréciation qualitative et de mesurer leur poids réel. Dans la guerre civile d'Espagne, le gouvernement républicain comptait — et seulement pendant un court laps de temps — deux ministres communistes, mais le poids communiste dans le pays et au sein du pouvoir pesait bien plus lourdement.

Pourtant, si l'on dresse l'inventaire des renseignements en provenance de trois sources totalement différentes : l'ANC, le gouvernement sud-africain et les observateurs occidentaux, on arrive à des estimations assez proches.

(1) Voir les articles de Claude Harmel dans les trois derniers numéros de notre publication.

Commençons avec les plus directement intéressés, l'ANC, et avec le personnage le plus compétent en la matière, Olivier Tambo, président de ce mouvement. A la question des envoyés de l'hebdomadaire « *Der Spiegel* » (12 août 1985) : « *Quelle est la force de l'influence communiste dans l'ANC ?* », Tambo répond : « *Je ne peux pas dire quelle est la force de leur influence. Je peux seulement dire que les membres du PC sud-africain dans nos rangs ont très bien appris à faire la différence entre la politique du PC et la politique de l'ANC. Ce sont des adhérents loyaux, dévoués de l'ANC. Peut-être les membres du PC sud-africain se comportent-ils autrement que ne le font habituellement les communistes* ». A l'observation des journalistes selon laquelle parmi les jeunes de l'ANC, la pensée marxiste l'emporte sur les idées humanistes chrétiennes de la génération précédente, Tambo commence par essayer d'éviter de répondre en demandant : « *Comment êtes-vous arrivés à la conclusion qu'ils sont marxistes ?* » La réponse des journalistes : « *Nous avons parlé avec eux* », oblige Tambo à donner cette précision : « *Il existe en effet un glissement vers le marxisme, si vous comparez les jeunes avec la génération de l'ANC qui vivait en Afrique du sud dans les années 50* ». Tambo ne peut donc nier cette évidence, même quand il s'exprime dans les organes de son propre pays, déclarant par exemple au journal « *The Cape Time* » (4 novembre 1985) : « *C'est vrai, l'ANC compte dans son sein des membres du Parti communiste* ».

Cependant, la consigne stricte règne au sein de l'ANC de ne pas fournir de précisions, surtout chiffrées, concernant la présence communiste dans ses rangs. C'est à partir de faits ponctuels et concrets que leur influence apparaît forte. Deux exemples l'illustrent. Le premier : il existe une branche armée (terroriste et insurrectionnelle) de l'ANC, dite « *Umkhonto we Sizwe* » (« le fer de lance de la nation »), dont l'un des fondateurs, devenu son chef d'Etat-major, n'est autre que Joe Solvo, actuel président du PC sud-africain ! (voir *E. & O.* septembre 1986, p. 28/29). Deuxième exemple : Dumi Matabane, représentant officiel de l'ANC à Washington, qui se dit non-communiste et qui répond ainsi à propos des Cubains en Afrique : « *Il déclare ne pas avoir à se plaindre de la présence des dizaines de milliers de soldats cubains dans les pays africains, y compris dans les pays communistes que sont l'Angola, le Mozambique et l'Ethiopie. « Je ne les considère pas comme communistes », déclare M. Matabane au sujet de ces trois nations. Il ajoute que les troupes cubaines sont là-bas légitimement* » (*International Herald Tribune*, 6 septembre 1985). Or, quand on sait que le poste émetteur de l'ANC, qui fonctionne sous le nom de « *Radio Liberté* », est situé en Ethiopie, on comprend pourquoi un porte-parole officiel de ce mouvement chargé d'informer et de désinformer l'opinion publique américaine, n'ose ni qualifier l'Ethiopie de communiste, ni dire la vérité sur l'influence réelle des communistes au sein de l'ANC.

Alors que les sources de l'ANC évitent systématiquement de désigner les noms et le nombre des communistes placés à la tête du mouvement, les Sud-Africains et les Occidentaux avancent des renseignements précis, avec toutefois un écart relativement sensible. Le chiffre le plus élevé se trouve dans la brochure « *Talking with the ANC* » (42 pages), publiée par les services du gouvernement sud-africain en juin de cette année : « *Le document affirme que 23 sur 30 membres du Comité national exécutif de l'ANC sont connus pour être à présent ou avoir été membres du PC sud-africain* » (*International Herald Tribune*, 27 juin 1986). Le chiffre fourni par Tom Lodge, professeur à l'Université de Johannesburg et meilleur spécialiste blanc de ces questions en Afrique du sud, est moins élevé : « *Sur trente, je dirais 13. L'ANC dirait moins* » (idem).

Troisième source d'information, les mass-médias occidentaux rejoignent cette estimation. Ainsi un bulletin confidentiel britannique (3 juillet 1986) rapporte ces informations de source africaine noire : « *L'ANC doit faire face à la concurrence de l'Union Pan-africaine (PAC), interdite, un groupement extrémiste de Noirs animés d'idées de gauche... Le PAC croit que près de la moitié des 30 membres du comité exécutif de l'ANC sont des communistes et que l'ANC a sacrifié son indépendance* ». En outre, le quotidien suisse « *Neue*

Zürcher Zeitung » (1^e juillet 1986) note : « *Les journaux américains, dont en premier lieu « The New-York Times », ont dernièrement « découvert » qu'une partie, et probablement la majorité du Présidium de l'ANC, se compose effectivement de communistes, ce que le gouvernement sud-africain a toujours prétendu* ». En effet, il arrive de trouver dans les commentaires de journalistes américains, tel Charles Krauthammer, les constatations suivantes : « *L'estimation la plus basse sur le nombre des membres du PC sud-africain dans le comité exécutif de l'ANC se situe à 13* » (*International Herald Tribune*, 13 août 1986).

Dans l'hypothèse chiffrée la plus basse, on arrive donc quand même à près de la moitié de communistes militant à la direction officielle de l'ANC. De quoi méditer sur l'avenir, en se rappelant ce propos de Joe Slovo, président du PC, selon lequel, après la victoire sur les colonialistes blancs, « *l'avenir sera décidé par le rapport de force des classes arrivées au pouvoir* ». Ce qui reflète exactement dans la pensée, et même dans les termes, la thèse léniniste sur le passage de la révolution nationale et anticolonialiste à sa phase supérieure, prolétarienne et communiste.

Branko LAZITCH

Le Parti communiste sud-africain et l'ANC

Les débuts difficiles de l'alliance du PCSA et de l'ANC

La première partie de cette étude mettait en évidence les difficultés des relations entre le Parti communiste d'Afrique du Sud et le Congrès national africain. Les communistes n'avaient pas renoncé à faire de l'ANC — défini comme une « *organisation de masse sans parti* » — une « *courroie de transmission* » de leur propre parti (une de ces organisations satellites sans lesquelles un parti communiste est sans force). Toutefois, leurs efforts se heurtaient d'une part à l'existence d'un

fort courant anti-communiste dans l'ANC, notamment dans la Ligue des Jeunes de l'ANC qui, tout en adoptant des formes d'action proches de celles des communistes, dénonçait le communisme comme une « *idéologie étrangère* » propre à dénaturer le nationalisme africain ; d'autre part, à leur propre sectarisme, la ligne imposée par Staline à tous les partis communistes de 1947 à 1952 exigeant d'eux une politique de violence, de rupture et finalement d'isolement.

Même dans la période où la stratégie imposée par Staline entraînait le Parti communiste sud-africain (PCSA) à des comportements sectaires, celui-ci maintenait, autant qu'il le pouvait, les positions qu'il avait acquises au sein de l'ANC dès l'avant-guerre ou dans l'immédiat après-guerre.

Non seulement on trouvait encore, dans la direction de l'ANC, des responsables communistes de haut rang, tels que Moses Kotane, secrétaire général du PCSA depuis 1939 (1), J.B. Marks, qui

(1) Né le 9 août 1905, entré au PCSA en 1928, élève de l'école Lénine à Moscou en 1932, revenu en Union Soviétique en 1933, Moses Kotane mourut à Moscou le 19 mai 1978.

fut président du PCSA de 1953 à 1972 et E.T. Mofutsanyana, mais, si l'on en croit Nelson Mandela, leur présence était approuvée par les dirigeants de l'ANC qui figuraient parmi « *les éléments les plus conservateurs de l'opinion africaine* ». Ceux-ci par exemple, votèrent contre la proposition faite par Mandela et d'autres jeunes d'exclure les communistes du Congrès, en disant, d'après ce que rapporte Mandela, que « *depuis sa création, l'ANC s'était formé et développé non comme un parti exprimant une pensée politique rigoureuse, mais comme un Parlement du Peuple africain, accueillant des gens d'opinions différen-*

tes, mais unis par un but commun : la libération nationale. » (N. Mandela, *L'apartheid*, p. 92).

Une conception qui fait si bien l'affaire des communistes qu'on est presque sûr que ce sont eux qui l'ont... suggérée.

Au demeurant, en dépit de l'attitude « négative » de nombre de membres de la Ligue des Jeunes à l'égard des communistes, ceux-ci prêtèrent la main à la Ligue pour l'aider à écarter de la présidence de l'ANC le Dr. A.B. Xuma, à imposer au mouvement une nouvelle direction (le secrétariat général revenant à S.W. Sisulu, un des principaux chefs de file de la Ligue) et à faire adopter un nouveau programme qui, tout en restant dans le cadre — très élargi — de la non-violence, devait donner à l'action du congrès un caractère de masse en même temps que plus d'efficacité subversive.

LES CONGRÈS INDIENS

D'autre part, les communistes ne poursuivaient pas seulement leur action conjointe de pénétration — de « noyautage » — et d'alliance avec le seul ANC. Ils tentaient des opérations du même genre sur d'autres organisations, lesquelles, à leur tour, recherchaient l'alliance de l'ANC. On connaît cette méthode et les résultats cocasses (si l'on veut) auxquels elle peut conduire : des organisations différentes décident de mener une action en commun et, à la réunion que tiennent leurs représentants, tout le monde est communiste, mais chacun fait semblant de l'ignorer.

Yusuf Mohamed Dadoo, d'origine indienne, entré au PCSA en 1939 (alors qu'il était déjà membre du Congrès Indien pour le Transvaal — TIC — depuis 1936), réussit, par un travail fractionnel de type classique, à écarter les « réactionnaires » de la direction du TIC et à s'en faire élire président en 1945. Entraînant avec lui le Dr. Naidcker, arrivé dans les mêmes conditions que lui à la présidence du Congrès Indien pour le Natal — NIC — et vraisemblablement communiste lui aussi, il conclut en mars 1957, avec l'ANC, un accord de coopération, le *Pacte Dadoo-Xuma-Naidcker*, première esquisse de la future Alliance du Congrès. Dans le trio, Xuma représentait l'organisation la plus importante, mais se trouvait en minorité. C'est vraisemblablement, pour une part au moins, par suite de l'action menée parallèlement par les communistes dans les deux organisations indiennes d'Afrique du Sud, que celles-ci fusionnèrent pour donner naissance au Congrès Indien d'Afrique du Sud — SAIC —, dont Dadoo fut élu président en 1950 (2).

(2) Né au Transvaal le 5 septembre 1905, d'un père homme d'affaires, Yusuf Dadoo commença ses études de médecine à Londres en 1929. Puis comme il avait été arrêté pour participation à une manifestation anti-impérialiste, son père l'obligea à poursuivre ses études loin de la capitale à Edimbourg. Il en revint docteur en médecine en 1936. En 1953, il entra au Comité central du PCSA reconstitué dans la clandestinité. Vice-président du Conseil révolutionnaire de l'ANC depuis 1969, il conserva cette fonction quand il devint président du PCSA en 1972, poste qu'il conserva jusqu'à sa mort. Il mourut à Londres en 1973 et il fut enterré au cimetière de Highgate, non loin de la tombe de Karl Marx.

LE CONGRÈS DES DÉMOCRATES

Le 26 juin 1955, se tint à Kliptown, près de Johannesburg, un congrès qui adopta le document qui sert de ralliement aujourd'hui à une large partie des organisations dressées contre le pouvoir blanc : la *Charte de la liberté*. Né d'une idée lancée par le professeur Z.K. Matthews à la conférence annuelle de l'ANP, fin 1953, ce congrès avait été décidé lors d'une rencontre où se retrouvaient les dirigeants de l'ANC, du *Congrès Indien d'Afrique du Sud (SAIC)*, du *Congrès des Métis (Coloured People's Congress)* et du *Congrès des démocrates*.

Or, le président général de l'ANC (qui présida la réunion) était alors — depuis 1952 — le chef Albert Lutuli, qui n'était pas communiste, mais dont Olivier Tambo, son successeur, dit qu'il avait la plus grande confiance en Moses Kotane, secrétaire général du PCSA et qu'il prenait son conseil dans toutes les questions difficiles (*The African Communist*, 1978/4, p. 40). Ses relations avec Moses Mabhida qui devait être secrétaire générale du PCSA de 1981 à 1986 (3), étaient si étroites que Mabhida disait : « *A chaque conférence à laquelle le Chef prenait part, j'y étais* » (id. 1981/1, p. 27).

On a vu plus haut que le président du SAIC était le communiste Yusuf Dadoo. Le Congrès des Métis (ou des hommes de couleur), qui s'était longtemps appelé l'Organisation du Peuple africain (*African People's Organisation*, fondé en 1902, était présidé, au début des années 1950, par le communiste James La Guma (cf. A. Lerumo, p. 87).

Quant au *Congrès des démocrates*, il avait été créé à la suite de la « Campagne de défiance » de 1953, menée par un certain nombre de Sud-Africains blancs qui, cherchant comment ils pourraient apporter leur appui au mouvement, avaient pris contact avec l'ANC, dont le secrétaire général d'alors, Olivier Tambo, leur conseilla de constituer une organisation pour lutter au sein de la minorité blanche, contre le racisme et pour l'égalité des droits. Ainsi naquit le *Congrès des démocrates* dont — heureux hasard ! — le président devint le communiste Abram Fisher, qui était membre du Comité central du PCSA lors de la dissolution de celui-ci en 1950 (4).

A. Lerumo nous dit que le PCSA adopta la *Charte de la Liberté* en 1962, en s'y référant dans son nouveau programme : *La route de la liberté sud-africaine*, adopté cette année-là. En fait, sans être présent en titre ni à la réunion de 1954, ni au Congrès du Peuple de 1955, le Parti communiste

(3) Né au Natal en 1923, mort à Maputo (Mozambique) en 1986.

(4) Lors du cinquantenaire du Parti, le Comité central, évoquant l'action menée depuis un demi-siècle, honorait Abram Fisher d'une mention spéciale, soulignant que le Parti avait reçu un coup sensible en 1965 quand le camarade Abram Fisher, qui dirigeait alors le travail clandestin, avait été arrêté et condamné à la prison à vie (A. Lerumo, p. 184).

n'en avait pas moins participé quasi de première main à la rédaction de la Charte (5).

LE TOURNANT

Le rapport, déjà longuement cité, que le Comité Central du PCSA adopta en janvier 1950, se terminait par cette mise en garde à l'adresse des mouvements nationaux :

« Nous ne devons pas permettre plus longtemps aux éléments bourgeois dans les mouvements nationaux d'attaquer le mouvement de la classe ouvrière, d'injurier notre parti et d'adopter une attitude négative et même hostile à l'égard des forces internationales de la classe ouvrière » (o.c., p. 211).

Cela seul suffirait à prouver que les rapports étaient loin d'être bons alors entre le PCSA et les mouvements nationaux, ou plutôt, nuance qu'il est de règle d'introduire pour tenter de jeter la division chez l'adversaire, leurs « éléments bourgeois ».

Or c'est à ce moment de guerre presque ouverte entre le PC et l'ANC qu'allait s'amorcer,

(5) Selon certaines sources, le principal rédacteur de la Charte aurait été Joe Slovo, l'actuel président du PCSA.

nous semble-t-il, le revirement décisif en faveur du PCSA de nombre de ceux qui, dans l'ANC, demeuraient à son égard jusqu'alors ou méfiants ou hostiles.

En mai 1950, le gouvernement déposa un projet de loi visant les organisations illégales, qui modifié et amendé, fut voté en juin sous le nom de *Suppression of communism Act*.

Fait assez incompréhensible : le 20 juin, « reconnaissant que, du jour où la loi d'interdiction du communisme entrerait en vigueur, chaque membre du Parti, simplement à cause de son appartenance au Parti, était passible de dix ans de prison, le Comité central du P.C. [décidait] de dissoudre le Parti à dater de ce jour » (*S.A. communists speak*, p. 214).

Décision qui devait bientôt être dénoncée comme une erreur, due à la pénétration des « illusions légalistes » dans les rangs du Parti, y compris chez ses dirigeants.

Or, en ces circonstances, l'ANC se montra, si l'on peut dire, plus royaliste que le roi. Elle vola au secours du PCSA qui, lui pourtant se sabordait.

LE PC SUD-AFRICAIN ET L'ANC AUX CONGRÈS DU PCF

En 1967, le PCSA n'était pas représenté au 18^e Congrès de PCF (Levallois-Perret, 4-8 janvier) : il avait envoyé un message.

En 1970, l'ANC était représenté au 19^e Congrès (Nanterre, 4-8 février) par Alfred Gambu, responsable aux affaires extérieures, qui prononça un discours (« *Les peuples du Mozambique, de l'Angola, de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud développent leur révolution armée* »). Le PCSA avait envoyé un message (« *Les gouvernements réactionnaires français qui se succèdent poursuivent une politique criminelle envers l'Afrique du Sud... Nous attendons avec beaucoup d'espoir le jour où une France vraiment démocratique se joindra aux pays socialistes d'Europe et à la grande majorité des pays d'Afrique et d'Asie ... pour aider matériellement les héroïques combattants de la guérilla africaine* »).

En 1972, au 20^e Congrès (Saint-Ouen, 13-17 décembre), l'ANC avait deux représentants : Reg September et Sovizana Mugqikana, le premier responsable, le second membre de la direction de l'ANC pour la Grande-Bretagne et les pays de l'Europe de l'Est. September prononça un discours (« *La solidarité internationale exige du peuple de France une contribution exceptionnelle : il faut que soit mis un terme à l'appui que la France apporte au gouvernement fasciste d'Afrique du Sud* ») (1).

(1) Le 21^e Congrès (Vitry, 24-27 octobre 1974) était un congrès extraordinaire, sans invités étrangers ni renouvellement de comité central.

En 1976, au 22^e Congrès (Ile Saint-Denis, 4-8 février), le PCSA était représenté par Yusuf Dadoo, son président et l'ANC par Anthony Mondalo. Tous deux y prirent la parole (Mondalo : « *Les liens entre le PCF et notre organisation représentent le cordon ombilical progressiste entre la classe ouvrière et le peuple de France et notre propre classe ouvrière. Alliance solide dont le but doit être la destruction définitive de l'alliance dangereuse, diabolique entre le régime raciste et fasciste de Vorster et les milieux réactionnaires français* ».)

En 1979, au 23^e Congrès (Ile Saint-Denis, 9-13 mai), le PCSA avait envoyé un message. L'ANC était représenté par Ecmael Yosuf, son représentant à Londres, qui prononça un discours (« *Le soutien massif de la politique d'apartheid continuera à impliquer la France dans la guerre de libération de l'Afrique du Sud menée par l'ANC* »).

En 1982, au 24^e Congrès (Ile Saint-Denis, 3-7 février), seul encore l'ANC était représenté par Morumzaru Né, qui prit la parole.

En 1985, au 25^e Congrès (Ile Saint-Denis, 6-10 février), même situation : le PCSA était absent, mais l'ANC était représenté par Reg September (« *Le peuple n'a pas seulement appelé à la grève générale et dressé des barricades, mais il est allé de l'avant et a attaqué les administrateurs fantoches du régime et ses infrastructures. Cela montre que le peuple se prépare à la guerre populaire* »).

Dès le dépôt du projet de loi, son Comité exécutif convoqua à Johannesburg une conférence extraordinaire à laquelle assistèrent, outre les représentants de l'ANC, ceux du Congrès Indien d'Afrique du Sud (dont le président était le communiste Dadoo), de l'*Organisation du Peuple africain*, qui allait devenir le Congrès des Métais (dont le président était le communiste James La Guma) et du PCSA.

Dadoo fit un discours « sans passion », appelant à laisser de côté les conflits passés et à réaligner l'unité contre le fascisme et pour la liberté. Nelson Mandela, O.R. Tambo, W. Sisulu et d'autres dirigeants de la Ligue de la Jeunesse devenus membres de l'Exécutif de l'ANC parlèrent dans le même sens : « *Si on laisse l'attaque contre le Parti communiste passer sans résistance, déclara Tambo, aucune des organisations démocratiques ne sera épargnée. Aujourd'hui, c'est le Parti communiste. Demain, ce seront nos syndicats, puis notre Congrès indien, notre APO, notre ANC* » (A. Lerumo, p.85).

Curieuse réunion, et fort caractéristique des méthodes communistes. Des communistes prenaient la défense du PCSA, mais ils parlaient en tant que représentants d'organisations qui n'étaient pas officiellement communistes, non en tant que communistes.

Une action de protestation fut décidée pour le 26 juin. Elle remporta un certain succès et le 26 juin est désormais célébré comme le jour de la Liberté par les organisations hostiles au pouvoir blanc.

Cette action marque surtout le départ d'un nouveau mouvement vers l'unité. Jusqu'alors, les différentes organisations avaient travaillé séparément, avec de brèves périodes de coopération (*The African communist*, 1968/4, p. 43). Désormais, elles agiront de plus en plus de concert et

leur unité d'action prendra une forme presque organique avec le Congrès du Peuple de 1955 et la construction de l'Alliance du Congrès (*Congress Alliance*) (6).

UN « NOUVEAU » ANC

C'est ailleurs en ces années-là, très exactement après la journée d'action du 26 juin 1952 et la campagne de défi lancée ce jour-là contre les lois iniques conjointement par l'ANC et le SAIC, que l'historien officiel du Parti communiste sud-africain situe la transformation de l'ANC :

« Il n'était qu'un corps qui parle ; il devint un corps qui agit. Il n'était qu'un organisme à la texture très lâche ; il devint une organisation effective dans laquelle les hommes d'action comptèrent désormais plus que les orateurs. Le comportement de ce « nouveau congrès » éveilla des échos chaleureux dans les masses, qui se traduisit pour l'ANC en soutien et en adhésions.

« En même temps, la direction changeait. Le Dr. Moroka qui avait cédé aux pressions du gouvernement pour qu'il se dissocie du communisme pendant le procès fait aux dirigeants du Congrès à la suite de la campagne de défi, perdit son poste de président du Congrès [qu'il occupait depuis 1949. C.H.] et fut remplacé dans cette fonction par le chef Albert John Lutuli, fonction qu'il exerça jusqu'à sa mort en 1967 » (A. Lerumo, o.c., p. 87).

C'est là, à notre connaissance, la dernière manifestation, au sommet de l'ANC, d'une « attitude négative » à l'égard du Parti communiste.

Claude HARMEL

(6) Il serait intéressant de chercher si les organisateurs anti-apartheid n'ont pas volé au secours du PCSA avec d'autant plus de zèle que cette même année 1950 vit la promulgation de deux autres lois : la loi sur les zones réservées et la loi sur l'immatriculation de la population, qui suscitèrent la colère des adversaires de l'apartheid.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

et je (*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

| | |
|---|-------|
| Tarif : abonnement normal | 262 F |
| abonnement pour l'étranger | 346 F |
| abonnement de soutien (personne physique) | 360 F |
| abonnement de soutien (personne morale) | 600 F |

(*) barrez la case appropriée.

Allemagne de l'Est

DISCRIMINATION POLITIQUE DANS LES ÉTUDES, LES PROFESSIONS ET LES EMPLOIS

Lorsqu'elle incrimine la République Fédérale d'Allemagne et ses institutions, la propagande communiste invoque régulièrement l'interdiction qui y est faite aux militants communistes d'occuper certains emplois dans la fonction publique – le fameux « *Berufsverbot* ». En République Démocratique Allemande, toutefois, selon un récent rapport du Bureau International du Travail (1), ce n'est pas aux citoyens qui se targueraient ouvertement de vouloir saper les fondements de l'Etat, voire de servir un Etat étranger, que semblable interdiction est appliquée. C'est à tous ceux qui n'adhèrent pas, ou pas assez, à l'idéologie du parti au pouvoir. Et elle ne concerne pas seulement certains emplois publics, mais tous les emplois, toutes les professions, par le biais d'une discrimination opérée à l'entrée des études.

La RDA a ratifié en 1975 la Convention du BIT n° 111, qui vise à empêcher toute discrimination entre les citoyens dans l'accès aux emplois et dans l'exercice des professions. Or la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations du BIT avait remarqué, dans une étude d'ensemble à laquelle elle avait procédé dès 1963 (elle le rappelle dans son nouveau rapport) qu'« un certain nombre de textes législatifs (de la RDA) concernant l'accès à l'éducation et à la formation supérieure, ainsi que la réussite dans ces études... pouvaient en pratique conduire à une discrimination sur la base de l'allégeance politique ».

Après la ratification, la Commission avait rappelé et complété ses remarques, appuyées sur maints exemples précis. Elle s'était référée à cet égard aux arrêtés du 1^{er} juillet 1971, du 15 avril 1972 et du 1^{er} juillet 1973 qui réglementent, respectivement, l'accès aux universités et collèges, aux écoles d'ingénieurs, aux écoles professionnelles, aux cours par correspondance et aux cours du soir, ainsi qu'à la loi du 28 janvier 1974 sur la jeunesse ; à la directive du 8 février 1973 sur les

études spéciales menant aux fonctions dirigeantes dans la formation professionnelle ; et à l'arrêté sur les examens approuvé par une directive du 3 janvier 1975.

UNE RÉPONSE HYPOCRITE

Le gouvernement de la RDA, dans sa réponse, avait fait état des « *garanties constitutionnelles aux termes desquelles tous les citoyens ont un droit égal à la formation* », précisant que « *les établissements de formation sont ouverts à tous et que le système unitaire socialiste de formation assure à tout citoyen une formation et un perfectionnement socialiste continu sans discrimination fondée sur l'opinion politique* ». Il ajoutait : « *Le gouvernement déclare encore que toutes les dispositions juridiques qui réglementent le droit fondamental à la formation sont conformes à ce principe constitutionnel* ».

Suivait, dans cette réponse, un long paragraphe dont on appréciera les termes :

« *Le gouvernement indique, en particulier, qu'aux termes de la loi sur la jeunesse, la participation des jeunes à la vie sociale et politique ne fait l'objet d'aucune obligation de droit impératif assortie de sanctions, mais constitue un devoir d'honneur correspondant aux multiples droits que la loi garantit aux jeunes citoyens. Aux termes de la directive du 8 février 1973 sur les études spéciales menant aux fonctions dirigeantes dans la formation professionnelle, la qualification politique n'est pas exigée en tant que condition d'admission aux études, mais en constitue le but ; les cadres dirigeants de la formation professionnelle doivent acquérir des qualifications politiques qui constituent une condition importante pour qu'ils puissent s'acquitter des tâches inhérentes à l'éducation de la jeunesse. Le gouvernement se réfère à l'article 42 de l'arrêté sur les examens, aux termes duquel les directeurs des établissements doivent établir une évaluation de la personnalité de chaque étudiant et la transmettre pour avis à l'Organisation de la jeunesse allemande libre, dont les propositions doivent être prises en compte et dont les secrétaires peuvent contresigner l'évaluation. Le gouvernement indique que ces droits de l'Organisation*

(1) Conférence internationale du Travail, 72^e session 1986, Rapport III (partie 4 A) : Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, BIT, Genève, 1986.

de la jeunesse allemande libre assurent une évaluation démocratique des étudiants, avec la participation de leurs représentants, et ne peuvent conduire à une discrimination professionnelle ou personnelle contre l'étudiant en raison de ses convictions, sa confession religieuse ou son origine sociale, puisque ce n'est pas sur ces questions que porte l'évaluation ; tout étudiant a le droit de faire appel des appréciations portées sur sa personne et l'Organisation de la jeunesse allemande libre n'est pas l'organisation de jeunesse d'un parti, mais est ouverte à tous les jeunes de la RDA. Le gouvernement ajoute qu'un contrat de travail est conclu avec chaque étudiant pendant les études, un an avant leur fin, donc avant l'évaluation finale, ce qui exclut d'avance toute possibilité de discrimination. »

NOUVELLES REMARQUES DU BIT

La Commission d'experts du BIT ne s'est évidemment pas contentée de cette réponse, qu'elle a reproduite dans son rapport et qu'elle a fait suivre de remarques critiques. Ainsi, elle note qu'en vertu de l'article 42 de la directive du 3 janvier 1975 sur l'organisation des examens dans les institutions de niveau universitaire et dans les écoles spécialisées (arrêté sur les examens), une évaluation écrite de la personnalité de l'étudiant doit être faite à la fin de la première année d'études et sera complétée à la fin des études ; que cette évaluation doit porter non seulement sur le niveau de ses connaissances et aptitudes, mais aussi sur son comportement général, le développement de son esprit et son caractère ; et qu'aussi bien l'évaluation que la décision finale sur tout appel formé contre l'évaluation aux termes de l'article 43 se font en consultation avec l'Organisation de la jeunesse allemande libre. La Commission note aussi qu'aux termes des statuts de cette organisation, adoptés en 1976, le programme et les décisions du Parti Socialiste Unifié forment la base de toute son activité et que chaque membre de l'Organisation de la jeunesse allemande libre a l'obligation de contribuer à la réalisation du programme de ce parti et de ses décisions.

La Commission ajoute que d'autres dispositions législatives ou réglementaires de la RDA vont dans le même sens. Elle en cite quelques unes. L'article 3 de l'arrêté du 29 décembre 1978 concernant les études de recherche fait figurer, parmi les conditions d'admission à ces études « une conscience politique élevée » et « une conduite partisane responsable ». Selon l'article 2, paragraphe 2, de l'arrêté du 5 décembre 1981 concernant l'admission à l'école secondaire polytechnique, « une maturité politico-morale et caractérielle » et la preuve de l'attachement à la RDA du candidat, moyennant son attitude et ses activités sociales, figurent parmi les conditions d'admission. En vertu de l'article 3, paragraphe 5, de cet arrêté, l'admission et la confirmation se font compte tenu de la structure sociale de la population ; des contributions éminentes des parents

à la construction du socialisme doivent être prises en considération en prenant ces décisions...

LES QUALIFICATIONS POLITIQUES DES MONITEURS D'AUTO-ÉCOLES

A titre d'exemple, la Commission cite, dans son rapport, un cas typique, si surprenant paraisse-t-il, de condition politique mise à l'obtention d'un emploi, celui de... moniteur d'auto-école :

« La Commission relève qu'en vertu de l'article 4-2 du règlement des auto-écoles, une licence de moniteur ne peut être accordée qu'à un requérant présentant les qualifications politiques, pédagogiques et professionnelles pour fournir une instruction complète aux candidats au permis de conduire. »

L'EMPLOI DES CADRES

Autre exemple allant dans le même sens, l'emploi des cadres :

« La Commission note la résolution du secrétariat du Comité central du Parti Socialiste Unifié, en date du 7 juin 1977, concernant le travail avec les cadres. Ce texte exige des cadres, outre des qualifications morales et professionnelles, des qualifications politiques telles qu'« une fidélité inconditionnelle envers la classe ouvrière, son parti et le marxisme-léninisme, une lutte sans compromis contre toutes les manifestations de l'idéologie bourgeoise, et une attitude partisane ». La résolution prévoit la création d'une réserve de cadres pour des « fonctions de nomenclature ». Aux termes de l'article 14 de la loi du 16 octobre 1972 concernant le Conseil des ministres, les membres du conseil et les chefs des institutions centrales d'Etat sont tenus de donner effet aux résolutions du parti et du conseil. En vertu de l'article 2, paragraphe 3, de l'arrêté du 19 février 1969 concernant les obligations, droits et responsabilités des collaborateurs des organes d'Etat, ces personnes doivent mettre en application les décisions du parti dans leur domaine de compétence. »

Ces principes sont concrétisés dans un certain nombre de dispositions dont la Commission a noté les suivantes :

— en vertu de l'article 13, paragraphe 1, de la loi du 1^{er} mars 1981 concernant les organismes collégiaux de juristes, le ministre de la Justice oriente ces organismes, contrôle leurs activités et se charge de promouvoir leur consolidation et leur développement, notamment en agissant sur la mise en pratique des principes cadres socialistes dans ces organismes collégiaux, et en veillant au perfectionnement politique et professionnel de leurs membres ;

— l'article 7 du règlement du 12 janvier 1984 sur l'activité, la direction et l'organisation du secteur pharmaceutique précise que la fourniture de produits pharmaceutiques exige de la part des dirigeants et collaborateurs de ce secteur un niveau élevé de qualifications politiques et professionnelles, et indique, entre autres, qu'il est spécialement

important de mettre en pratique le principe de la politique socialiste concernant les cadres ;

— les statuts de l'Académie des sciences de la RDA, adoptés par décision du Conseil des ministres en date du 28 juin 1984, prévoient que l'Académie développe son activité notamment sur la base des décisions du Parti Socialiste Unifié et du Conseil des ministres, ainsi que des lois et autres dispositions ayant force de loi. En vertu de l'article 4 de ses statuts, l'Académie concrétise les principes de la politique socialiste concernant les cadres moyennant la sélection, le développement et le déploiement de ses collaborateurs, et veille sur le perfectionnement de leur formation professionnelle et politico-idéologique.

Sans doute le gouvernement de la RDA avait-il répondu à l'étude du BIT de 1963 et à ses remarques ultérieures. En particulier, il avait indiqué que les opinions politiques peuvent être prises en considération au titre des qualifications nécessaires pour certains postes supérieurs de l'administration impliquant des responsabilités particulières dans la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Mais, explique le BIT, au-delà de certaines limites, cette pratique entre en conflit avec les dispositions de la convention, qui prévoient une politique tendant à éliminer la discrimination fondée, entre autres, sur l'opinion politique, en particulier dans les emplois soumis au contrôle direct d'une autorité nationale. Il appa-

raît donc au BIT qu'aux termes des dispositions nationales de la RDA, la gamme des fonctions assujetties à l'application d'une politique concernant les cadres et comportant une sélection sur la base de l'allégeance politique, s'étend bien au-delà du cercle des « *postes supérieurs de l'administration impliquant des responsabilités particulières dans la mise en œuvre de la politique gouvernementale* ».

En conclusion de ses nouvelles remarques, la Commission du BIT prie aujourd'hui le gouvernement de la RDA de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre ou qu'il envisage « *afin d'éliminer de la législation nationale en cause, de même que de la pratique, toute distinction, exclusion ou préférence opérée sur la base de l'opinion politique, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité des chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession, notamment pour ce qui est de l'accès à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que des conditions d'emploi.* »

Il y a évidemment gros à parier que pas plus ces remarques que les observations antérieures du BIT n'atténueront en rien les discriminations générales qu'impose le régime de l'Allemagne de l'Est pour l'accès aux emplois et pour l'exercice des professions et métiers. La constitution de la RDA ne garantit-elle pas l'égalité des citoyens ?

Morvan DUHAMEL

MENACE SOVIÉTIQUE CONTRE LES PAYS SCANDINAVES

Aigar Lepiks, Estonien passé en Suède en 1985, a déclaré que c'est dès 1974, en Estonie, qu'il avait été approché par les services du GRU parce qu'il avait de la famille en Suède (1). En échange de rapports qu'il adresserait au service soviétique, on lui accorderait l'autorisation d'aller rendre visite à sa famille. Lepiks refusa. Il fut ensuite contacté à nouveau, cette fois par les services de renseignements de la Marine. En 1983, il décida de faire semblant de coopérer et alla suivre plusieurs stages de formation du GRU, concernant essentiellement la surveillance des activités anti-communistes estoniennes en Suède. Quand en 1985 il fut autorisé à se rendre dans ce pays en compagnie de sa femme, il avait pour consigne de s'y déplacer le plus possible. En fait, Lepiks décida d'y demander l'asile

politique. Selon lui, un grand nombre d'Estoniens ont été forcés par le GRU d'accepter de telles missions.

RÉUNIFICATION DES FAMILLES

Environ 75 000 réfugiés d'Union soviétique et des pays de l'Est vivent actuellement en Suède. 24 000 viennent d'URSS, 13 000 de Hongrie, 2 500 de Roumanie, 8 000 de Tchécoslovaquie et 25 000 de Pologne. Nombre d'entre eux ont accès à des dossiers très détaillés concernant l'industrie, la défense, la recherche universitaire, la politique, l'administration et les problèmes économiques de la Suède.

Il existe de plus en plus de cas où les services secrets soviétiques et ceux d'autres pays de l'Est tentent d'utiliser la réunification des familles et les contacts personnels pour obtenir des renseignements importants concernant la Suède.

(1) Aigar Lepiks : « *Tvingad till att samarbeta med GRU* », *Östeuropa-Solidaritet*, Stockholm (N° 1, 1985) p. 7.

L'exemple de l'ingénieur estonien A. est typique. Il est arrivé en Suède en 1943. Après la Seconde Guerre mondiale, il a travaillé dans l'une des plus grandes compagnies d'import-export de la Suède. Vers 1960, il a été approché par les services de renseignements soviétiques. L'agent de liaison était fort bien renseigné sur les parents que A. avait encore en Estonie. Il lui offrit un voyage dans son pays natal et lui apporta des lettres et des cadeaux de ceux qui étaient restés derrière le rideau-de-fer. L'ingénieur finit par refuser d'apporter sa collaboration, mais il fut à nouveau contacté vers les années 70 et ce, à plusieurs reprises (2).

TOURISME

Chacun le sait, les services secrets soviétiques utilisent largement les échanges touristiques à des fins d'espionnage. Les bureaux de l'*Intourist*, situés 21 Segelsgatan, dans le centre de Stockholm et ceux de l'*Aeroflot*, 20 Sveavagen, ainsi que ceux de l'aéroport Arlanda, à Stockholm, jouent un rôle important dans les activités du KGB et du GRU en ce pays. Dans un livre publié en Suède en 1979, un ancien agent du KGB, écrivant sous le nom de code « *Eva* » (3), a démontré que l'organisation soviétique *Intourist* fonctionne comme une antenne du KGB et du GRU. Chaque guide, chaque chauffeur de l'*Intourist* est engagé directement par la police secrète. Ils ont pour mission de voir, d'écouter et d'envoyer des rapports écrits. Toutes les visites guidées sont organisées par le KGB. Ainsi, à Tallinn (Estonie), il existe une visite guidée où tout détour est interdit. Quand les touristes sont emmenés à Pirita ou à l'ancien monastère de Birgitta, il leur est formellement interdit de s'approcher du terrain d'atterrissage qui se trouve à proximité. Tous les hôtels sont équipés de micros cachés, reliés à un central d'écoute qui se trouve dans l'hôtel même. Le personnel de celui-ci est en outre truffé de membres de la police secrète.

RENCONTRES DE JEUNES

En ce qui concerne les échanges d'étudiants, il existe des accords bilatéraux entre l'Union soviétique et les pays de l'Est d'une part, et les différents pays scandinaves d'autre part. En 1981, 187 étudiants des pays du Pacte de Varsovie se sont rendus en Norvège : 110 Bulgares, 14 Allemands de l'Est, 66 Polonais, 3 Roumains, 20 Russes, 30 Tchécoslovaques, 32 Hongrois et 32 Yougoslaves. En outre, un certain nombre d'étudiants viennent, pour des périodes plus limitées, accomplir des recherches en Norvège. Les étudiants des pays de l'Est s'intéressent essentiellement aux techniques de pointe concernant les recherches pétrolières en mer alors que les étudiants

norvégiens qui se rendent derrière le rideau-de-fer s'intéressent surtout aux problèmes sociaux (4). Les étudiants venant de l'Est sont en fait utilisés par le KGB et le GRU à des fins d'espionnage industriel dans les pays scandinaves.

ÉLARGISSEMENT DES CONTACTS

Les Etats signataires des accords d'Helsinki ont exprimé leur volonté de développer, entre autres choses, les contacts entre les institutions gouvernementales et les associations et organisations non-gouvernementales. On peut citer ici le cas de contacts étroits entre des savants soviétiques et une institution suédoise subventionnée par le Parlement, le SIPRI ou *Stockholm International Peace Research Institute* (Institut de Recherches pour la Paix de Stockholm). Il fut créé en 1966 et s'intéresse essentiellement à la recherche en matière d'équipements de guerre. Le SIPRI a permis l'extension de services de renseignements sur les armements et les bases militaires en Occident. L'attitude anti-occidentale du SIPRI a été violemment critiquée, tant en Suède qu'à l'étranger. Parmi les dix chercheurs scientifiques employés sous contrat, un grand nombre vient des pays communistes. L'un des conseillers pour l'Europe de l'Est est Theodor Nemeč. Le SIPRI entretient des contacts réguliers avec les ambassades des pays du Pacte de Varsovie à Stockholm et avec des institutions parallèles de Moscou, Prague et Berlin-Est. Les « *Chercheurs pour la Paix* » soviétiques se rendent régulièrement au SIPRI, qui ne publie jamais leurs rapports, lesquels n'ont d'ailleurs qu'une valeur de propagande. Pour citer quelques exemples, en 1981, deux savants soviétiques en visite au SIPRI ont été clairement identifiés comme des agents du GRU : Valeriy Tchusoïtin, de l'Institut d'Analyse de Système de l'Académie des Sciences à Moscou (5), et Mikhail Grigorovitch (6).

En 1962, ce dernier faisait partie d'un groupe d'officiels soviétiques accompagnant le grand spécialiste en désinformation Georgiy Arbatov, qui venait faire une série de conférence en Suède. Les services du SIPRI offrent aux scientifiques des pays du Pacte de Varsovie d'importants renseignements militaires sur les pays occidentaux. Alors que les « *Chercheurs pour la Paix* » des pays de l'Est ne fournissent à l'Institut que peu d'informations concernant leurs propres pays.

En 1979, le SIPRI a publié un ouvrage sur le « *Rôle de la microbiologie appliquée dans le redéploiement militaire* ». Cela permit au professeur Konstantin Sinjak, de l'Institut d'Epidémiologie et de Microbiologie de Kiev, d'effectuer de nombreuses visites, fort documentées, auprès du SIPRI (7). Là, il a pu consulter d'importants dossiers concernant sa spécialité, en particulier ceux

(2) « *Flyktningar pressas att spionera i Sverige* », *Östeuropa-Solidaritet*, Stockholm (N° 4, 1984), pp. 2-3.

(3) Einar Sanden, *Eva - « Agent för KGB »*, (Stockholm, 1979).

(4) Thorleif Andreassen - Gunnar Moe : « *Spioner og spionmal i Norge* », (Oslo, 1984), p. 209.

(5) Dragan Joviuš : « *Sovjethotet mot Norden* », (Stockholm, 1984), pp. 206-207.

(6) *Ibid.*, p. 207.

(7) *Ibid.*, p. 196.

de la société suédoise KABI, de Stockholm, qui comporte des études en aérobiologie (antrax, etc.). Les Soviétiques ont connu des problèmes dans le développement de l'armement biochimique. Ils ont donc profité de la visite du professeur Sinjac pour prendre connaissance des dernières découvertes occidentales en ce domaine. La KABI produit également une hormone de croissance, la somostatine (brevetée par *Genetic Inc.*, à San Francisco). Les Soviétiques se sont aussi intéressés à la somostatine et, en 1980, S.S. Volokitin, un agent du KGB, est allé visiter la KABI. Le plus grand spécialiste en armement biochimique, Karlheinz Lohs, d'Allemagne de l'Est, est le représentant permanent de son pays auprès du SPIRI.

La proximité des pays scandinaves et de l'Union soviétique et le fait que deux de ces pays, la Suède et la Norvège, soient neutres, font que ces derniers constituent une vitrine montrant comment les pays du Pacte de Varsovie, en particulier l'URSS, utilisent les accords d'Helsinki concernant la libre circulation des idées et des hommes à des fins d'espionnage, d'intimidation et de corruption. Il apparaît clairement que l'objectif final de Moscou est de détacher l'ensemble des pays scandinaves du reste des pays de l'Ouest et, si possible, de « finlandiser » également le Danemark, l'Islande et la Norvège. Pour combattre les efforts soviétiques, il importe avant tout d'informer le public sur les méthodes qui sont utilisées pour que ce but soit atteint.

Bertil HÄGGMAN

Les effectifs du P.C.F.

Adhésions fragiles, clientèle en baisse

On n'est pas forcé de croire sur parole Pierre Agudo quand il donne des informations sur les effectifs, ou plutôt sur le mouvement des effectifs du PCF (*L'Humanité*, 10.9.86). Son propos se veut optimiste et, bien entendu, il est impossible de vérifier les quelques nombres qu'il avance, mais ce qu'il dit suffit pour qu'on se rende compte que les choses de ce point de vue ne vont pas très bien, même si, paraît-il, elles vont (un peu) mieux :

« *Au baromètre des effectifs, la hausse semble devenir un mouvement régulier* », énonce-t-il avec une certaine prudence.

Et il justifie ainsi cette assertion :

« Deux mois d'avance par rapport à 1985 dans le placement des cartes ; 2 085 adhésions de plus que l'an dernier à la même période ; plusieurs fédérations dont le nombre de communistes est d'ores et déjà supérieur à celui de la fin de l'année dernière. Un bon nombre des fédérations sont en passe d'atteindre dans les jours qui viennent la totalité des effectifs de l'an passé. Certes, il subsiste des *inégalités* » (langue de bois, tu n'es pas morte !). « Cette progression n'avance pas partout au même rythme. Mais les conditions existent » (ça aussi, c'est de la langue de bois) « pour que d'ici au 31 décembre, le nombre des communistes dans ce pays soit plus important qu'en 1985. »

Et Pierre Agudo de compter sur la Fête de l'Humanité, « où vont se rassembler des centaines de milliers de travailleurs, chacun porteur de cette combativité nouvelle qu'on note depuis quelque temps », pour amener au Parti les adhérents nouveaux qui vont lui permettre de retrouver, puis dépasser les effectifs de 1985.

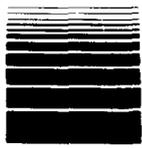
Répetons-le : nous ignorons si Pierre Agudo a le droit de se montrer optimiste, même si son optimisme est assez modéré. Ce qui ressort de plus clair dans son texte, c'est qu'il y a eu tant d'adhérents de 1985 à ne pas reprendre leurs cartes en 1986 — donc, à avoir quitté le Parti —, que neuf mois de campagne de recrutement n'ont pas suffi à compenser les départs. Il n'y a que plusieurs (4 ? 5 ? 6 ?) fédérations à être sur le point de le faire ; la majorité ne l'a pas encore fait.

Le Parti communiste a toujours été une « passoire », on a même dit une « maison de passe ». Il a, chaque année, perdu une partie de ses adhérents de l'année précédente. A la CGT, où l'on connaît le même phénomène, pour les mêmes raisons, on l'appelle « l'évaporation ». Dans les années de prospérité, le Parti faisait assez de recrues nouvelles pour compenser les départs. Voilà des années que ce n'est plus le cas. Est-ce que 1986 va faire exception (ces deux nombres se situant d'ailleurs à un niveau inférieur à ceux d'autrefois) ? Ce n'est pas impossible.

Mais disons tout de suite à Pierre Agudo, qui le sait d'ailleurs aussi bien que nous, que les adhésions données à la Fête de l'Humanité sont les plus fragiles de toutes et que, si elles permettent de combler sur le papier les retards en effectifs, ceux qui les ont souscrites figureront en très grand nombre parmi ceux qui, en 1987, ne reprendront pas leur carte.

C.H.

N.B. : Cette année, 8 272 adhésions au PCF et 3 670 au MJC à l'occasion de la Fête de l'Humanité. Combien en restera-t-il en janvier 1987 ?



chroniques

Tchernobyl et les principes de la sûreté nucléaire

Les techniciens occidentaux ont reçu, fin août à Vienne, le rapport officiel soviétique sur l'accident de Tchernobyl. Nous connaissons aujourd'hui les raisons précises de l'incident initial. Schématiquement les hypothèses et le scénario que nous avons exposés ici (*Est & Ouest*, juillet 1986) se trouvent confortés. Nous ne reviendrons pas sur ces détails techniques que la presse a repris.

Bien plus que les différences techniques, ce sont des philosophies de la sûreté nucléaire qui apparaissent différentes en Occident et en URSS.

Si l'on demandait à un profane ce qui a le plus modifié les techniques spatiales et nucléaires depuis vingt ans, il répondrait probablement : l'informatique, et aurait raison, en partie. Il est un autre aspect, pratiquement inconnu du grand public : l'assurance-qualité. Depuis une génération, en Occident, se sont développées des méthodes qui ont largement augmenté la fiabilité des matériels et la sécurité des personnes. Cela ne signifie pas que des accidents sont impossibles : l'exemple de la navette Challenger le montre. Cependant, nous estimons que la probabilité des accidents, ainsi que celle des simples incidents, a été fortement diminuée.

Le principe est simple : l'organisation d'un projet et les méthodes de travail doivent être écrites et respectées. Le fait qu'elles soient écrites et distribuées à toutes les personnes impliquées dans le processus de travail signifie qu'elles peuvent être discutées. Mais une fois admises, chacun doit s'y conformer.

A Tchernobyl, l'accident a trouvé son origine dans une campagne d'essais du réacteur. L'ingénieur d'essais qui dirigeait la manœuvre était, paraît-il, incompetent. Plus exactement, sa spécialité (électricien) ne lui permettait pas de comprendre le fonctionnement du réacteur.

Nous n'avons pas, nous autres Occidentaux, la prétention d'être plus intelligents que les Soviétiques. C'est pourquoi nous nous donnons des règles simples : l'organigramme d'un projet, l'organisation d'une équipe d'essais, doivent être écrits à l'avance de telle sorte que la compétence de chaque intervenant soit établie.

Le déroulement de l'essai doit, chez nous, faire l'objet d'une procédure d'essai, texte écrit qui en fixe les règles. A Tchernobyl, l'essai a été interrompu durant neuf heures parce que le réseau soviétique avait besoin d'électricité. En Occident, il va de soi que l'interruption d'un tel essai, qui modifiait l'état du réacteur au moment de la reprise de l'essai, eut été interdite par la procédure.

Les règles d'assurance-qualité donnent au travail des ingénieurs, dans le domaine nucléaire, un aspect procédurier – et quasiment juridique. Le champ d'intervention de chacun est clairement défini. Les manœuvres et les essais intéressant un réacteur sont répertoriés et décrits à l'avance. Il est interdit d'en réaliser d'autres – sauf processus d'autorisation préalable. L'ensemble de ces règles est rédigé et connu de tous : pour un technicien ou un ingénieur de la centrale nucléaire, son engin est une maison de verre.

Il ne semble pas que les méthodes d'assurance-qualité soient utilisées en URSS.

Mais il y a mieux : chez nous, l'organisation d'un projet et les méthodes de travail sont soumises au contrôle d'un service de Sûreté nucléaire. Ce service est totalement indépendant des constructeurs ou des exploitants des centrales nucléaires. En France, ce service s'appuie sur les compétences techniques de l'Institut de Protection et de Sûreté nucléaire, qui comprend des centaines de techniciens de haut niveau.

En permanence, le service de Sûreté nucléaire et l'Institut de Protection et de Sûreté nucléaire critiquent les façons de travailler et les résultats obtenus. Non seulement ils peuvent « rebouter » une pièce, mais ils ont aussi la possibilité de critiquer la façon dont elle a été fabriquée (puisqu'ils connaissent en détail le processus de fabrication, décrit par écrit pour obéir aux règles d'assurance-qualité).

En résumé, la sûreté nucléaire est fondée en Occident sur deux principes : la façon de travailler doit être d'une totale clarté (elle est écrite par avance) et la critique de cette façon de travailler est institutionnalisée. Cette critique est permanente et toute puissante. Le service de Sûreté nucléaire peut ainsi arrêter à tout moment un réacteur ou interdire une manœuvre. Il doit être au courant en permanence de l'état d'un réacteur et être averti de tout incident.

Jamais un service de sûreté nucléaire occidental n'aurait admis un déroulement d'essai tel que celui qui a conduit à l'accident de Tchernobyl.

C'est en 1983, donc très tardivement, qu'a été créé en URSS un service de sûreté nucléaire qui se voulait comparable à ceux qui existent en Occident. On ne s'étonnera pas qu'il n'ait jamais réussi dans le rôle d'institutionnalisation de la critique qui aurait dû être le sien. Il n'a jamais eu qu'un rôle falot : dès sa création, les dirigeants soviétiques craignaient pour son indépen-

dance. Là-bas, peut-il y avoir un seul organisme indépendant ?

La sûreté nucléaire repose sur la clarté des décisions et la critique permanente de celles-ci.

L'URSS est une société où les principes inverses sont la règle. Nous ne sommes pas à l'abri d'autres Tchernobyl dans les centrales soviétiques.

Lionel TACCOEN

Terrorisme : les interprétations de « l'Humanité »

Le marxisme a ceci de commode qu'il est irréfutable : tout événement qui semble infirmer ses analyses est susceptible d'avoir un *sens* qui conforte sa perception de la réalité. Ce sens est donné « en dernière instance » par l'intérêt que présente l'événement pour telle ou telle classe sociale (Le scepticisme de ses adversaires pouvant d'ailleurs être immédiatement interprété, lui aussi, comme une résistance de classe).

L'épistémologue Karl Popper, qui voyait dans cette « infalsifiabilité » la marque de l'absence de scientificité du marxisme, aurait pu trouver dans l'analyse communiste des derniers attentats à Paris une confirmation de sa thèse – même si les grossières accusations de Georges Marchais caricaturent et appauvrissent les subtiles analyses de Marx.

Ces attentats ont été revendiqués par des révolutionnaires libanais pour faire libérer trois autres révolutionnaires, dont Ibrahim Abdallah qui se réclame du marxisme-léninisme. Et s'il n'est pas dans notre propos d'examiner la légitimité d'une telle prétention, on notera au moins que les auteurs des attentats (FARL ou CSPPA) ne font pas mystère de leurs positions anti-américaines et anti-israéliennes.

Pour Marchais et ses amis, pourtant, ces attentats – qu'ils condamnent – doivent être imputés à d'autres qu'à ceux qui les revendiquent. En un *crescendo* aussi absurde qu'odieux, *l'Humanité* vole de questions en insinuations, d'insinuations en allusions et d'allusions en accusations.

« *Ceux qui ont posé la bombe lundi soir, écrit l'Humanité du 10 septembre, ne sont peut-être pas des agents de la CIA, mais on serait en droit de les considérer comme des alliés objectifs.* »

Le 11, *l'Humanité* voit dans les attentats précédents les retombées sur notre territoire d'un « *bras-de-fer qui se déroule actuellement de Washington à Beyrouth en passant (sic) par Paris* ». Pourquoi Paris ? Parce que les socialistes français, du fait de pressions américaines, n'ont pas tenu parole, alors qu'ils avaient fait « *la promesse d'un règlement rapide du cas Abdallah* » (*l'Humanité* 11/9/86). Un Abdallah, précisons-le, non pas impliqué dans l'assassinat du colonel américain Ray ou du diplomate israélien Bartsimantov, comme le pense la justice française, mais « *dans des affaires (sic) qui s'apparentent manifestement à des règlements de compte entre services spéciaux* ». Les deux militaires assassinés l'avaient bien cherché, en somme.

Le 12 septembre, *l'Humanité* souligne toute l'utilité d'attentats terroristes pour « *la Maison Blanche* ». Grâce à eux, elle « *tente de légitimer, au nom de la lutte antiterroriste, le recours à des actions de guerre dans des régions du monde où sa domination est contestée.* »

Cette remarque d'ordre général va trouver une insistante application au lendemain de l'attentat de la rue de Rennes (17/09). Pour André Lajoinie, il ne faut pas s'en tenir aux suspects libanais : « *N'y a-t-il pas plus puissants qu'eux ?...* » Pour entrevoir la réponse à sa question, il suffit de voir « *à qui*

profite le crime ». A qui profite-t-il justement ? Eh bien, à tous ceux qui se désolent de voir poindre les « *promesses* » d'un règlement de la paix au Moyen-Orient.

Dans son éditorial, Claude Cabanes enfonce le clou pour ceux qui ne comprendraient pas encore :

- 1. La situation du Proche Orient nourrit le terrorisme.
- 2. Pour modifier cette situation, une conférence internationale – avec l'URSS – serait nécessaire.
- 3. Ces attentats nuisent au climat indispensable à l'ouverture d'une telle conférence.
- 4. « *Washington et Tel-Aviv* », qui agissent « *comme s'ils ne voulaient pas entendre parler d'une solution de paix* », en tirent donc « *profit* ». CQFD.

Les USA et Israël ne sont pas encore accusés, notons-le. Mais un point est acquis : ils « *profitent du crime* ». Un faisceau de présomptions ainsi que le martèlement de la même question (« *à qui profite le crime ?* ») vont bientôt désigner le coupable, ou plutôt le double coupable, « *américano-sioniste* ».

Le 19 septembre, outre la reproduction sans commentaire d'une dépêche d'un correspondant local de l'AFP au Liban qui évoque quatre bambins inoffensifs (les frères Abdallah) « *entourés de leur mère, une femme mince et frêle... dans leur maison d'aspect modeste avec un jardin planté de roses...* », *l'Humanité* soutient que « *d'autres hypothèses [que celle des policiers français] sont envisageables, même si les autorités françaises feignent de considérer que les « démocraties occidentales »(1) sont incapables de recourir au terrorisme pour parvenir à leurs fins...* » Non, ces pistes ne seront pas explorées, « *hélas, puisque les services français travaillent main dans la main avec la CIA et le Mossad.* »

Diable ! Voilà d'un même

(1) C'est *l'Humanité* qui met des guillemets.

mouvement désignés deux auteurs potentiels des attentats et leurs complices : les services français ! On est en droit de se demander si ceux-ci ne seraient pas fondés à tenter, pour une suspicion aussi grave, une action en justice !

Jusqu'à l'écœurement, le même argument est alors maintes fois repris : « *A quoi sert la terreur répandue par les poseurs de bombes à Paris ?... A qui profite-t-elle ?* » A ceux qui s'opposent à un « règlement juste » des problèmes du Proche Orient ; à ceux, donc, qui ne souhaitent pas voir l'URSS participer à une « conférence internationale ». Suivez le regard du journaliste de *l'Humanité* : il vise encore les USA et Israël...

Et si nous n'avions toujours pas compris (sait-on jamais ?), *l'Humanité* du lendemain nous précise que la fameuse question : « *A qui profite le crime* » sert à débusquer le coupable : « *Dans une situation comme la nôtre, l'une des méthodes utilisées par les policiers pour s'orienter dans une enquête difficile consiste à se demander à qui profite le crime.* » Et, de plus en plus claire, *l'Humanité* poursuit : « *Comment exclure à priori les Etats-Unis et Israël de la liste ? Il y a au contraire de bonnes raisons pour les y faire figurer en tête.* »

Malgré tout, le plus choquant de la part de *l'Humanité* est encore à venir : après avoir rappelé que les services spéciaux américains et israéliens ne sont pas les derniers à recourir à « certaines méthodes typiquement terroristes », l'article ajoute que « même la DGSE n'est pas aussi nulle qu'on veut bien le dire. »

La DGSE serait-elle accusée d'avoir posé ces bombes ? Pour justifier les mesures de contrôle de la population dont certains de ses chefs seraient partisans ? Pourquoi ne pas ajouter — cela ne déparerait pas le délire inter-prétatif des communistes français — que si l'explosion a eu lieu en face de chez Tati, c'est qu'on voit assez souvent, devant ces magasins stationner des véhi-

cules immatriculés 115 CD (corps diplomatique soviétique) ? Cela prouverait le caractère foncièrement réactionnaire (donc américano-sioniste) de l'attentat !

Enfin, alors que l'article précédent s'intitulait : « *Suivre toutes les pistes* », *l'Humanité* du 21 précise qu'une d'entre elles est « fausse » — précisément celle qui mène aux frères Abdallah !

La boucle est donc bouclée, les coupables et les innocents injustement accusés sont désignés. Reconnaissons au moins à *l'Humanité* sa belle fidélité. Fidélité à elle-même, puisqu'évoquant déjà la destruction du Boeing coréen, elle demandait : « *A qui*

profite le crime » pour accuser le gouvernement américain d'avoir conduit délibérément à la mort les malheureux passagers (2).

Fidélité aux méthodes soviétiques enfin. Après avoir dénoncé comme une « *action monstrueuse* » la tentative de détournement d'un Boeing 747 à Karachi, les Soviétiques ont en effet trouvé « plausible » d'en faire porter la responsabilité « *aux services secrets des Etats-Unis et d'Israël qui avaient mis au point ce scénario afin de justifier une nouvelle agression contre la Libye* »(3).

Pierre RIGOULOT

(2) *L'Humanité*, 9 septembre 1983.

(3) *Temps Nouveaux*, n° 37, septembre 1986.

STALINE ET L'ALLEMAGNE

D'après ce que cite Pierre Daix (*Le Quotidien de Paris* 9-9-1986), Jean Elleinstein estimerait qu'à Yalta, en ce qui concerne l'Allemagne, Staline subit une « lourde défaite » : les Britanniques auraient obtenu qu'en matière de démembrement et de réparations, on s'en tint à des principes généraux non assortis de décisions concrètes, ce qui créait « les conditions d'une renaissance de l'Allemagne dans les années d'après-guerre ».

Il ne s'agit pas du tout pour nous de procéder ici à une analyse des accords de Yalta. Ce serait trop d'ambition. Nous voudrions, plus modestement, rappeler un texte de Staline qui semble prouver qu'un éventuel relèvement de l'Allemagne ne dérangeait pas ses calculs, qu'il pouvait au contraire les servir.

Dans son « génial » ouvrage paru en 1952 sur « *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* », il écrivait ceci, à propos de « *l'inévitabilité des guerres entre les pays capitalistes* » (formule malheureusement bien oubliée, mais qui en disait

long sur les perspectives qu'il envisageait) :

« Passons aux principaux pays vaincus, à l'Allemagne (occidentale), au Japon. Ces pays mènent aujourd'hui une existence lamentable sous la botte de l'impérialisme américain. Leur industrie et leur agriculture, leur commerce, leur politique extérieure et intérieure, toute leur existence, sont enchaînés par le « régime » d'occupation américain. Pourtant, hier encore, c'étaient de grandes puissances impérialistes qui ébranlaient les assises de la domination de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la France en Europe et en Asie. Penser que ces pays n'essaieront pas de se relever, de briser le « régime » des Etats-Unis et de s'engager sur le chemin de l'indépendance, c'est croire aux miracles. »

Ainsi, Staline comptait bien que l'Allemagne se relèverait et que ce relèvement de l'Allemagne entraînerait un conflit avec les Etats-Unis, prouvant ainsi, comme le soutenait le génial « père des peuples », que les contradictions entre les pays capitalistes étaient plus fortes et

plus susceptibles d'engendrer des guerres que les contradictions entre le camp du socialisme et celui du capitalisme.

*
**

Le système de pensée du camarade Staline se retrouve là tout entier.

– En bon marxiste (?), il recherche des « *contradictions* » entre les pays capitalistes, non pour aider à les résoudre, mais pour les exploiter au contraire, les exaspérer, même si cela doit conduire les pays en question à une guerre entre eux.

– Il croit à la répétition des situations et des faits. Il pense donc que l'Allemagne d'après la seconde guerre mondiale cherchera la revanche, comme après la première et qu'il y aura à nouveau dans le monde, selon la formule de Mussolini qui plaisait fort aux communistes de son temps, des « *nations nanties* » et des « *nations prolétaires* ». Et bien entendu, les communistes miseront à nouveau sur l'action des « *nations prolétaires* » comme ils l'avaient fait avant 1939. En septembre 1939, quand les communistes définiront la guerre qui venait d'éclater comme une guerre entre impérialismes, ils ne manqueront pas de souligner que les deux impérialismes n'étaient pas également responsables, l'impérialisme allemand étant un impérialisme frustré et l'impérialisme franco-britannique, un impérialisme enrichi des marchés et autres sources de richesses et de puissance dont disposait avant 1914 l'impérialisme allemand.

– Bien entendu, Staline demeure fidèle à cette prédilection pour l'Allemagne qu'ont toujours nourrie plus ou moins consciemment nombre de marxistes, et non seulement Lénine et ses disciples. Cela parce que, dans le *Manifeste communiste*, Marx et Engels avaient écrit... en 1847, que l'Allemagne était « *à la veille d'une révolution bourgeoise* », que le prolétariat y était bien plus développé que dans l'Angleterre du XVIII^e et dans la France du XVIII^e siècle

quand la révolution bourgeoise s'accomplit dans ces deux pays et qu'en conséquence « *la révolution bourgeoise allemande ne (pouvait) donc être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne* ».

– Enfin Staline envisage sans crainte, on peut même dire qu'il envisage avec satisfaction, l'éventualité d'une guerre entre les Etats capitalistes, non seulement parce que, de cette guerre, il saurait se tenir en dehors (il y avait presque réussi en 1939-1941 ; il pouvait même penser qu'il aurait gagné son pari si la France avait tenu plus longtemps, comme en 1914, jusqu'à l'épuisement des belligérants), mais encore en vertu de cette conviction qu'on a trouvée chez d'autres que chez les communistes (Jaurès n'en était pas indemne), que *les guerres engendrent les révolutions*, surtout s'il est des gens pour les exploiter en ce sens (voyez Lénine, son défaitisme révolutionnaire et sa transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire). Conviction qu'exprimait Malenkov dans son rapport devant le XIX^e congrès du PC soviétique, aux « *applaudissements prolongés* » de l'Assemblée :

« Les faits montrent qu'à la suite de la première guerre mondiale, ce fut le détachement de la Russie du système du capitalisme. A la suite de la deuxième guerre mondiale, c'est déjà toute une série de pays de l'Europe et d'Asie qui se sont détachés du système capitaliste. Il y a tout lieu de présumer qu'une troisième guerre mondiale aboutirait à la débâcle du système capitaliste mondial. »

*
**

D'ailleurs, à ce même congrès d'octobre 1952, Malenkov, qui parlait en présence du maître (mais qui n'avait pas besoin de cette présence pour rester « dans la ligne ») traçait ainsi les grands traits de la politique allemande du Kremlin :

« A l'égard des pays vaincus : Allemagne, Italie, Japon, le gouvernement soviétique mène une politique qui diffère foncièrement de la politique des puissances im-

périalistes. Le fait que l'Etat socialiste soviétique figure parmi les vainqueurs a créé pour les peuples des Etats vaincus une situation et des possibilités absolument nouvelles sans précédent dans l'histoire. A tout pays ayant signé une capitulation inconditionnelle, la politique de l'Etat soviétique ouvre les possibilités d'un développement pacifique, démocratique, des possibilités d'essor pour son industrie civile et son agriculture, la possibilité d'écouler sa production sur les marchés extérieurs, de *constituer des forces armées indispensables à la défense du pays*. Conformément aux accords de Potsdam, l'Union soviétique mène sans défaillance une politique qui vise à la conclusion rapide d'un traité de paix avec l'Allemagne, au retrait d'Allemagne de toutes les troupes d'occupation et à la création d'une Allemagne unie, indépendante, pacifique et démocratique, considérant que *l'existence d'une telle Allemagne jointe à l'existence de l'Union soviétique pacifique exclut la possibilité de nouvelles guerres en Europe* et rend impossible la vassalisation des pays européens par les impérialistes mondiaux. »

Le 10 mars précédent, Staline avait poussé très loin son effort de séduction des Allemands : dans le projet de traité de paix qu'il avait adressé brusquement aux Alliés ce jour-là, il était souligné que « *les droits civiques et politiques devaient être accordés (...) à tous les anciens militaires de l'armée allemande, y compris les officiers et les généraux, à tous les anciens nazis (exception faite pour ceux qui purgent des peines pour crimes par eux commis), afin de leur permettre de participer à l'édification d'une Allemagne démocratique et pacifique* ».

On ne peut donc pas jurer que Staline se soit laissé arracher par Churchill, à l'égard de l'Allemagne, des concessions qui auraient été à l'encontre de ses perspectives politiques. Il comptait que le relèvement de l'Allemagne lui mettrait un atout dans la main.

René MILON

LE PCF CONTRE LE FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS

Dans notre *Point de vue* sur « *Les communistes hostiles à un statut légal des partis politiques* » (*Est & Ouest*, n° 34, septembre 1986), nous avons évoqué la critique formulée par les communistes au temps où MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre proposaient l'idée d'un financement public des partis politiques, idée qui devait prendre la forme d'un projet de loi le 24 septembre 1979.

Lors de son XVIII^e Congrès (Saint-Ouen, 9-13 mai 1979), le PCF avait fait connaître sa position négative sur l'idée émise à l'Elysée et à Matignon, par la bouche d'André Guillemot, président de la Commission centrale de contrôle financier (CCCF). Nous reproduisons à titre documentaire le passage de son rapport où était traité ce problème :

« Il lui faut beaucoup d'audace [au président de la République, alors M. Giscard d'Estaing pour parler du « caractère clandestin ou incertain » du financement des partis et parler de le réglementer.

« Le financement public des partis n'empêcherait nullement la corruption et les scandales. Le financement d'un parti politique est lié à son caractère de classe et aux intérêts qu'il défend, et il est dans la nature des partis au service de la grande bourgeoisie et des hommes qui les dirigent d'être perméables à la corruption. Aussi bien, le but de Giscard d'Estaing n'est pas de s'en prendre au financement clandestin de certains partis, mais de porter atteinte à l'indépendance des partis politiques, de tenter de les intégrer dans le système.

« Les partis sont reconnus par la Constitution qui précise qu'ils exercent leur activité librement. Nous sommes opposés à tout ce qui pourrait compromettre ou amputer cette liberté.

« Est-ce à dire que nous sommes opposés au contrôle de notre activité financière ? Au contraire, depuis plus de trente ans, nous demandons en vain la constitution d'une commission parlementaire d'enquête, élue à la proportionnelle, sur les finances des partis et des organismes d'information. De plus, il serait inconcevable que les contribuables paient, comme l'a proposé Giscard d'Estaing, « les locaux, le personnel et le matériel administratif des partis ». Le fonctionnement intérieur est l'affaire des adhérents, des élus, des sympathisants qui apportent leur contribution financière. Ce qui, par contre, est souhaitable, c'est la participation financière de l'Etat en matière électorale, afin que tous les candidats aient des chances égales de faire connaître leur programme.

« L'insuffisance de l'aide de l'Etat vient d'être à nouveau

constatée aux élections cantonales. Pour l'essentiel, elle se résume au paiement d'une circulaire et de quelques dizaines d'affiches par canton, ce qui est ridicule compte tenu de l'intensité de la lutte politique et des moyens dont disposent les candidats du pouvoir. En ce domaine, une intervention financière efficace de l'Etat est nécessaire, comme il est nécessaire que les candidats et les partis aient accès dans les mêmes conditions à la radio et à la télévision.

« Enfin, l'intervention financière de l'Etat est souhaitable pour que la presse d'opinion, indépendante des puissances d'argent, puisse vivre et contribuer à une information pluraliste. Cette intervention peut concerner les impôts, les taxes, le prix du papier, la publicité d'Etat, etc. Et nous ajoutons que l'utilisation de l'argent consacré aussi bien aux élections qu'à la presse peut et doit faire l'objet de contrôle. » (*Cahiers du Communisme*, juin-juillet 1979, pp. 271-2.)

R.M.

LE PCF « EMBALLÉ » PAR GORBATCHEV

« *L'U.R.S.S. se remodèle. Son économie se réforme. La science se ranime. La culture fait des vagues. Le parti bouge. Le pays change.* »... Le livre du correspondant de « *l'Humanité* » à Moscou, Gérard Streiff, par ailleurs membre du Comité central, démarre sur les chapeaux de roues, son titre fait choc : « *La dynamique Gorbatchev* » (1). « *Le renouvellement était dans l'air depuis quelques temps déjà* », continue Gérard Streiff, « *mais depuis le printemps 1985, les choses prennent une autre ampleur* » ; or, c'est précisément au début du printemps 1985, en mars, que Mikhaïl Gorbatchev pris ses fonctions.

1) Editions Sociales, avril 1986, (Publication signalée dans « *Est & Ouest* » de juillet-août 1986).

Un an après, c'est une exultation au P.C.F. telle qu'on n'en avait pas vu depuis l'apothéose de Khrouchtchev (2), voire depuis l'apogée du stalinisme. Et, comme de coutume depuis la déstalinisation, la direction du parti insiste, à l'intention des sceptiques, sur le fait que, certes, « *il nous est arrivé, communistes français, de peindre en rose* » les pays socialistes, mais qu'« *aujourd'hui nous entendons garder les yeux grands ouverts* » (3). Qu'en serait-il, si elle se laissait aveugler ?

La routine brejnévienne

Dans la décennie 70, une nouvelle fois, après Prague et après

2) Cf. Francis Cohen : « *L'U.R.S.S. en mouvement* » (Editions Sociales, 1963) : « *Ça bouge en U.R.S.S. ... Depuis trois ans, que de mouvement !* ».

3) « *La dynamique Gorbatchev* », p. 11.

le limogeage surprise de Khrouchtchev, le P.C.F. avait été sérieusement mis en difficulté, toujours du fait de Leonid Brejnev, par la répression intempestive des dissidents soviétiques, et principalement de Soljenitsyne avec sa très fâcheuse conséquence : la découverte du goulag par l'opinion occidentale. Par la même occasion, une différence très nette dans la façon de traiter les déviants était apparue entre le P.C.U.S. et le P.C.F. : dans la période même où « *L'Archipel du Goulag* » était interdit de publication en U.R.S.S. et où son auteur était expulsé, l'oppositionnel Pierre Daix se voyait offrir une page dans l'hebdomadaire du P.C.F. « *France nouvelle* » (4), et n'était pas sanctionné mais, beaucoup plus astucieusement, poussé au départ volontaire. Les responsables du P.C.F. confiaient même : « *Les Soviétiques ont tort de ne pas publier Soljenitsyne* » (5).

Contrainte à la fin de se démarquer ouvertement pour préserver sa nouvelle réputation de libéralisme, la direction du P.C.F. exprimait sa mauvaise humeur et des désaccords dont les termes et les limites étaient fixés par Jean Kanapa au Comité central des 30 et 31 mars 1976 : insuffisance de démocratie, culte de la personnalité de Brejnev, autosatisfaction, dogmatisme, routine, attitude chauvine, opportunisme en politique extérieure, notamment envers V. Giscard d'Estaing, âge élevé des membres du Comité central et du Bureau politique, etc... Toutefois, le système lui-même était soigneusement épargné.

« Globalement positif »

Fin 1978, après la rupture entre les partis de gauche et leur échec électoral, après la mort de Jean Kanapa, après le nouveau coup de massue constitué par l'affligeant exode des *boat people* du Vietnam, la direction du P.C.F. décidait d'endiguer la vague de désespoir qui risquait

de submerger le parti et proclamait hautement, au 23^e Congrès (mais 1979, le « *bilan globalement positif* » des pays socialistes. « *Comment voulez-vous qu'ils (les travailleurs) se battent pour le socialisme s'ils croient que le bilan des pays socialistes est globalement négatif ?* » expliquait sans détours le responsable à la lutte idéologique, Pierre Juquin, au Conseil national du parti (6).

Sur la lancée, en janvier 1980, la direction du P.C.F. choisissait son camp, et de la façon la plus militante qui soit : depuis Moscou, dans l'affaire de l'Afghanistan, nouvelle épreuve ou nouvelle raison de se battre pour les communistes français. La justesse du « *bilan globalement positif* » était illustrée par le bilan positif du dernier quinquennat soviétique dressé par Brejnev : « *...les pays socialistes se développent, progressent — et cela à des rythmes et avec des résultats souvent ignorés dans notre pays. Par exemple, nous avons reçu sur ce point des informations intéressantes de Leonid Brejnev lui-même* » (7).

En février 1982, soit neuf mois avant le décès de Brejnev, pour faire contrepoids aux désolants événements de Pologne, le 24^e Congrès allait plus loin : la plupart des Etats socialistes entreprennent « *d'importantes réformes adaptées aux réalités et aux exigences de leur situation concrète : développement de mesures décentralisatrices et d'initiatives pour accroître la responsabilité des travailleurs en U.R.S.S., expérience d'autonomie des entreprises et de certaines formes d'autogestion en Hongrie ou en Bulgarie, etc* » (8).

Le 16 novembre, lors des obsèques de L. Brejnev, Georges Marchais rencontra pour la première fois Iouri Andropov et, tout de suite, tirait de lui une « *bonne impression* ». Un an plus tard, Gérard Streiff titrait sur le « *bilan de santé satisfai-*

sant » de l'économie soviétique et ses « *importants progrès en 1983* » (9), non sans reconnaître, mais *a posteriori*, l'« *essoufflement* » de l'Union soviétique dans les dernières années de Brejnev. En juillet 1984, sous Tchernenko, l'imagination de Pierre Durand s'enflammait pour les « *fleuves sibériens détournés avant l'an 2 000* » (10)... un vieux projet mégalomane du temps de Staline...

Bref, les dirigeants du P.C.F. avaient décidé, depuis la fin 1978, que, coûte que coûte, il fallait entretenir une vision rose de l'U.R.S.S. pour mobiliser les masses.

Peine perdue, la nouvelle fronde au sein du parti, celle des « *renovateurs* », conduits entre autres par Pierre Juquin, à leur tour très critiques envers l'Union soviétique, confirmait un sondage de 1982 : 35 % seulement d'électeurs communistes considéraient alors comme plutôt positif le bilan du socialisme soviétique : « *La dégradation rapide de l'image de l'U.R.S.S. est sensible également dans l'électorat communiste. La sympathie traditionnelle dont y bénéficie l'Union soviétique s'est érodée dans tous les domaines* », constatait avec inquiétude l'hebdomadaire communiste « *Révolution* » (11).

Un nouvel espoir

De ce point de vue, l'avènement, avec M. Gorbatchev et ses amis, de la « *génération de la relève* » (12) a plus encore remonté le moral de l'état-major du parti que de ses troupes : le dynamisme de Gorbatchev, reconnu même par ses adversaires, donne apparemment raison à l'optimisme affiché par la direction du P.C.F. ; les soi-disant changements offrent une « *renovation* » de taille aux aspirations des militants désorientés qui veulent du neuf ; le nouvel espoir soviétique compense l'espoir déçu en France.

Guy BARBIER

4) N° du 21.08.1973.

5) René Andrieu in André Harris et Alain de Sedouy : « *Voyage à l'intérieur du Parti communiste* », Seuil, 1974.

6) « *L'Humanité* » du 25.10.1979.

7) Georges Marchais, « *L'Humanité* » du 12.2.1980.

8) Résolution du Congrès, « *Cahiers du communisme* » (février-mars 1982).

9) « *L'Humanité* » du 26.12.1983.

10) « *L'Humanité* » du 3.7.1984.

11) N° du 23.11.1984.

12) « *L'Humanité* » du 2.10.1985.



le point de vue d'Est & Ouest

LA PROVOCATION DANILOFF ET LE SOMMET GORBATCHEV-REAGAN : UNE SEULE POLITIQUE

Décidément, les machiavéliens qui règnent au Kremlin ont bien raison de ne pas changer de méthodes. C'est cent fois que ces méthodes ont été reconues, dénoncées, démontées, analysées dans le détail. Personne n'ignore plus rien des procédés auxquels les Soviétiques ont recours pour manipuler les opinions publiques et les classes politiques occidentales en vue d'ébranler gouvernements et sociétés du monde libre, et le moindre grimaud de presse ou de télévision s'esclaffe à la pensée d'un Roosevelt ayant cru dur comme fer qu'il fallait faire des concessions à Staline, le « bon oncle Joseph », afin de permettre à ce « modéré » de résister aux assauts des Molotov et autres « durs » du Politbureau qui exigeaient une politique plus musclée et menaçaient de l'évincer ! Les Occidentaux avaient donc tout intérêt à aider Staline à se maintenir en place...

Il est donc bien connu que les dirigeants soviétiques laissent croire, on peut même dire qu'ils s'emploient à faire croire, qu'il existe des divergences, soit au sein du Politbureau, soit entre le Parti et l'armée, ou encore entre le Parti et le KGB, et que ces divergences pourraient entraîner la mise à l'écart — la « liquidation politique » — de leur chef de file, toujours présenté comme plus conciliant (sous l'effet bien connu des responsabilités du pouvoir). Ainsi, ils amènent les Occidentaux à penser qu'il faut préférer le moindre mal, tâcher de conserver en sa place le numéro un soviétique, dont le successeur pourrait être pire, et pour cela, pour qu'il puisse justifier son attitude, sa politique, lui concéder ce qu'une saine considération des intérêts en jeu conseillait de refuser. Ce piège est éventé depuis longtemps et pourtant, les Occidentaux ne cessent pas de s'y laisser prendre dès qu'une occasion s'en présente.

Nous vivons, en ce mois de septembre 1986, l'un de ces épisodes où la duplicité des Soviétiques se joue de la crédulité des Occidentaux, parfaitement incapables de comprendre que le partenaire ne joue pas cartes sur table. Ils s'en voudraient de douter de sa franchise !

Les Soviétiques ont fait arrêter un journaliste américain, Nicholas Daniloff, sous l'accusation d'espionnage. Comme, quelques jours auparavant, les Américains avaient procédé à l'arrestation d'un fonctionnaire soviétique de l'ONU, Guennadi Zakharov, dont une longue enquête des services compétents avait permis d'établir qu'il se livrait à des activités illicites, peu compatibles avec son statut de fonctionnaire international, l'explication qui est venue tout de suite à l'esprit, c'est qu'on se trouvait en présence d'une de ces manœuvres, genre ping-pong, auxquelles recourent périodiquement les puissances. « Vous m'accusez d'espionnage ? J'en ai autant à votre service. Alors, procédons à l'échange de ces maladroits qui se sont laissés prendre, l'un chez vous, l'autre chez moi, et n'en parlons plus ».

Il est vite apparu que l'arrestation de Daniloff n'entrait pas dans le cadre de ces actions de routine. L'opération imaginée pour permettre de dire que le journaliste américain avait été pris sur le fait, a été si grossièrement montée et conduite, qu'il n'est assurément pas permis de parler de maladresse. On l'a fait exprès, afin que l'opération apparût bien pour ce qu'elle était : *une provocation*. Les Soviétiques jetaient un défi aux Américains. Ils allaient montrer au monde qui était le plus fort, qui cèderait : des Américains, dont on emprisonnait arbitrairement un concitoyen, ou des Soviétiques qui avaient procédé à cette séquestration manifestement arbitraire.

C'est alors que des kremlinologues se sont émus, ces spécialistes à qui rien n'échappe — paraît-il — des tensions internes du Politbureau et autres organes directeurs soviétiques — de même que la cartomancienne n'ignore rien des effets de la rencontre du roi de cœur et de la dame de pique. Ils sont convaincus que Gorbatchev n'est pas un communiste comme les autres. Hommes nouveaux, lui et ses équipiers veulent moderniser l'Union soviétique à l'intérieur et à l'extérieur. En particulier, ces hommes-là (au contraire de leurs prédécesseurs) connaissent l'Occident et le comprennent. En particulier, ils ne doutent pas de la volonté de paix des Européens, des Américains, et, aspirant eux-mêmes à la paix, ils cherchent sérieusement à s'entendre avec l'Occident. Tout ce que désiraient leurs prédécesseurs en fait de désarmement, de coexistence pacifique et de paix, n'était que frime, manœuvre et désinformation. Gorbatchev, lui, est sincère. Il veut vraiment avancer dans cette voie.

Telle est l'affirmation de base. Et cette conviction s'est si solidement ancrée en tant

de cerveaux qui prennent leurs souhaits pour des réalités, que le président Reagan lui-même, sous leur pression, a dû envisager une de ces rencontres au sommet qui ne servent à rien, sinon à poser le chef du pouvoir en URSS, à montrer que lui et le régime qu'il incarne sont, si l'on peut dire, des personnes fréquentables, dont les intentions sont pures, en tout cas ni plus ni moins que celles des autres. En particulier, ils ne doivent plus être soupçonnés d'aspirer à la « révolution mondiale », à la domination universelle du communisme.

Ainsi, on considère comme hors de toute espèce de doute que Gorbatchev tient à un sommet Gorbatchev-Reagan, qu'il tient au rapprochement des deux blocs, à la détente. Dans ces conditions, il est impossible d'imaginer qu'il soit pour quelque chose dans l'arrestation-provocation de Daniloff, qui risque fort de compromettre le sommet américano-soviétique. En conséquence, cette arrestation n'a pu se faire qu'à son insu, sans lui, et sans doute aussi contre lui. Elle est un épisode, entre d'autres, de la bataille qui se livre dans les sphères supérieures des pouvoirs soviétiques.

Nous voici ramenés à l'antienne habituelle. Et la « preuve », cette fois encore, est facile à apporter.

Gorbatchev veut rénover, moderniser l'URSS. Il secoue les habitudes acquises, les gens en place. Il n'a pu manquer de se faire des ennemis. En particulier, les gens du KGB, gardiens de la plus pure tradition stalinienne, n'ont pas manqué de redouter les ébranlements que les nouveautés de ce nouveau Khrouchtchev risquent de provoquer dans l'édifice. On peut être sûr que cette affaire a été montée par le KGB pour gêner Gorbatchev et, en particulier, pour pousser les Américains à refuser au nouveau patron du Kremlin ce sommet mondial qui le consacrerait.

On voit où mène cette analyse : à conseiller aux Occidentaux de céder, de faire comme si l'affaire Daniloff n'était pas. Car, s'il prenait prétexte de cette affaire pour ne pas rencontrer Gorbatchev, le président Reagan ferait le jeu du KGB : il permettrait aux « conservateurs » et « réactionnaires » soviétiques de déstabiliser l'homme nouveau – jeune, dynamique, intelligent et moderne – avec qui les Occidentaux peuvent certainement s'entendre.

Telle est la mécanique intellectuelle de trop de kremlinologues : ils partent d'une hypothèse (le plus souvent d'une fragilité extrême) qu'ils posent comme un fait établi. A partir de cette hypothèse ruineuse, ils en construisent d'autres qui le sont évidemment encore plus, mais qu'ils tiennent à leur tour pour des faits établis, et ainsi de suite. Apparemment, leur raisonnement ne présente pas de failles et il aurait sans doute de la force s'ils raisonnaient sur des hommes d'Etat occidentaux.

Hélas ! ils ont affaire à des communistes, dont les objectifs, la formation, la dépendance à l'égard de leur environnement politique est tout autre.

**

Rendons à Gorbatchev et au régime soviétique cette justice que le chef du pouvoir en URSS n'est pas une espèce de soliveau à qui on pourrait se permettre de sauter sur le dos. Ses fonctions font que son comportement s'apparente plutôt à celui de la cigogne du bon La Fontaine. Si puissant qu'il soit, le KGB ne se serait pas avisé de mettre Gorbatchev devant un fait accompli d'une aussi grande portée. Il a agi sur ordre et Gorbatchev n'ignorait rien.

A supposer que le souci du KGB soit entré pour quelque chose dans cette provocation à l'égard des Américains, ce ne peut être qu'en ceci : le nouveau maître du Kremlin, soucieux de renforcer son pouvoir, a été heureux de montrer aux services spéciaux (sans lesquels le régime serait sans force) qu'ils pouvaient être sûrs de son appui, car il était prêt à aller très loin pour les venger, si quelqu'un s'avisait de toucher à un cheveu d'un des leurs. Loin d'être en butte à un mauvais coup du KGB, il a voulu lui montrer qu'il était son patron, c'est-à-dire aussi son protecteur et même son complice.

Il n'était pas mauvais non plus de montrer au passage à ces journalistes étrangers en poste à Moscou, qui ont tendance à en prendre à leur aise sous prétexte qu'on parle de liberté et de libération, que les portes du Goulag pourraient fort bien s'ouvrir et se refermer sur eux.

Ce ne sont là, toutefois, que des utilisations secondaires de cette savante opération. L'objectif principal est ailleurs. Il s'agit de porter atteinte au crédit, à l'image des Etats-Unis et de leur Président. L'arrestation de Daniloff a été conçue pour apparaître aux yeux du monde comme une espèce d'insulte personnelle au président Reagan, et cela au moment où, c'est du moins ce qu'on doit penser au Kremlin, la pression de l'opinion américaine en faveur de la détente est devenue si forte que le Président ne peut pas refuser de rencontrer Gorbatchev, même si celui-ci n'a pas, entre temps, « réparé ».

O, Gorbatchev sera très séduisant et sa femme, pleine de charme ! Il n'empêche qu'aux yeux du monde, l'homme qui est au premier chef la gardien des indépendances nationales et des libertés humaines contre la menace universelle du communisme, aura perdu la face. Certes, on ne manquera pas de dire que c'est par amour de la paix que lui-même et son peuple supportent les mauvaises manières de leurs partenaires soviétiques : l'intérêt général de l'humanité passe avant l'amour-

propre des uns et des autres. Il n'en restera pas moins que dans un monde où la force compte encore, des millions d'hommes, en particulier des hommes d'Etat, se diront à part eux que la vraie force est du côté de ceux qui n'ont pas cédé, ce qui ne peut que faire avancer un peu plus les affaires de l'URSS et du communisme à travers le monde.

**

Qu'on n'aille pas croire qu'il y a de l'injustice à penser que Gorbatchev puisse être indifférent aux intérêts généraux de l'humanité (lesquels exigeraient la détente, le désarmement et la paix) au point de compromettre les chances d'une avancée dans le bon sens, si petite qu'elle soit, pour le plaisir ou le mince avantage de faire perdre au président Reagan et aux Etats-Unis un peu de leur prestige de par le monde ! C'est la pensée contraire qui lui ferait injure. Car, pour Gorbatchev, les intérêts généraux de l'humanité exigent la révolution mondiale, dont le parti communiste, qu'il dirige, constitue le moteur principal. A moins qu'on ne le tienne pour un rénégal et qu'on suppose que son parti lui laisse la possibilité d'en être un, on doit avoir constamment à l'esprit que c'est là sa pensée constante, celle

qui inspire son action à l'intérieur de l'URSS bien sûr, mais aussi à l'extérieur.

Qu'il faille des négociations et des rencontres entre les deux super-puissances pour prévenir les dérapages, pour accorder ce qu'il reste d'intérêts communs entre les deux blocs, personne ne le nie, mais il n'y a pas besoin pour cela de « sommet » spectaculaire. A l'heure actuelle, c'est trois, quatre, cinq négociations de ce genre qui sont en cours. Elles revêtent même un caractère quasi-permanent. Seulement, pour ce travail, il y a des diplomates, à la rigueur des ministres.

Quant à ces grands spectacles que sont les « sommets », si chers aux journalistes et hélas ! aux hommes politiques, ils ne sont, pour les Soviétiques, que des nuages de fumée à l'abri desquels le communisme continue son avance dans le monde, ici par la guerre, là par la subversion, partout et toujours contre les libertés.

Les hommes d'Etat occidentaux qui se prêtent à ce jeu n'ont guère de profits à en attendre, sinon quelques voix de plus pour eux et leur parti aux élections prochaines, et encore, pas toujours. Cela ne vaut pas la peine de prendre de tels risques.

Est & Ouest

DEUX ANTÉCÉDENTS À L'AFFAIRE DANILOFF

L'arrestation à Moscou, le 30 août dernier, de Nicolas Daniloïff, le correspondant en URSS de *US News and World Report*, sept jours après celle d'un espion soviétique pris la main dans le sac à New York, et la surprise de nombreux citoyens américains devant le comportement des Soviétiques, ont inspiré à Anatoli Chtcharanski la réflexion suivante :

« Cette surprise nous montre combien les Occidentaux n'ont pas compris que Gorbatchev est un produit du système. Jusqu'à Gorbatchev, les Soviétiques n'utilisaient comme otages que les dissidents et les activistes juifs. Maintenant, ils utilisent aussi les citoyens occidentaux. » (1).

Cette réflexion si juste sur les illusions des Occidentaux à l'égard du secrétaire général du PCUS mérite cependant un léger correctif : Gorbatchev n'innove pas en étant le premier à utiliser des citoyens occidentaux comme moyen de pression pour « récupérer » un agent de l'URSS. Il y a quelques années déjà (2), dans ces colonnes, Branko Lazitch faisait remarquer que quatre jours après la condamnation d'un agent soviétique en Allemagne, le « général » Skoblevsky-Gorev, le

10 février 1925, la presse soviétique annonçait l'arrestation de trois étudiants allemands venus à Moscou « pour y faire de l'espionnage et assassiner plusieurs dirigeants du parti ». L'affaire s'était réglée en 1926 lorsque deux de ces étudiants (le troisième étant mort en prison) rentrèrent chez eux pendant que Skoblevsky, libéré, regagnait Moscou.

Plus près de nous, le 14 février 1983 (donc sous le règne d'Andropov), Victor Pronine, honorable directeur-adjoint du bureau de l'Aeroflot à Rome, était arrêté au moment où il recevait des microfilms de documents intéressant la Défense nationale italienne. Après avoir – en vain – tenté auprès du gouvernement italien des démarches pour faire libérer Pronine, les Soviétiques inculpèrent deux Italiens résidant à Moscou pour « trafic de devises ». Comme cela ne suffit pas pour obtenir le retour de leur espion, ils retirèrent son passeport au correspondant à Moscou d'*Il Giorno*, Luigi Vismara, et l'accusèrent « d'homosexualité active », ce qui ne manqua pas de faire sourire ses connaissances de l'époque. Hélas, l'heure n'était pas aux sourires : il risquait huit ans de prison ! Les autorités italiennes se résignèrent, le 25 juillet 1983, à relâcher Victor Pronine. Il était colonel du KGB. Vingt-quatre heures plus tard, les trois Italiens étaient libérés à leur tour.

P.R.

(1) *Le Monde*, 11/9/83.

(2) *Est & Ouest*, 16/1/77, n° 586.

notes et informations

WILLY BRANDT DANS LA « PRAVDA »

En 1974, Willy Brandt fut obligé de quitter en catastrophe son poste de chancelier après qu'eût éclaté le scandale de Günter Guillaume, son proche collaborateur, démasqué comme espion soviétique. A l'époque, on crut assister à la fin de la carrière de Brandt. Il n'en fut rien : aujourd'hui et depuis plusieurs années déjà, il cumule la double fonction de président du SPD et de l'Internationale socialiste. On pouvait aussi penser alors qu'édifié par cette expérience personnelle, Brandt allait devenir une illustration vivante du danger de « dialoguer » avec les Soviétiques. Bien au contraire, il est depuis des années *persona grata* auprès du Kremlin.

Le dernier indice de son statut privilégié se trouve dans la « Pravda » (12 septembre), qui a publié un entretien avec Willy Brandt, honneur que le quotidien officiel du PC soviétique accorde à M. Gorbatchev, mais rarement, sinon jamais, aux autres dirigeants soviétiques, ni à plus forte raison aux hommes politiques occidentaux. Après avoir présenté Brandt en quelques phrases, sans oublier de préciser qu'il était « bronzé et svelte », le journaliste soviétique lui a posé l'éternelle question-piège : « Est-ce que vous voyez la possibilité concrète d'arrêter le glissement de l'humanité vers l'abîme nucléaire ? ». La réponse de Brandt a été totalement satisfaisante : il est hostile à l'Initiative de Défense stratégique (IDS) de Reagan et il constate qu'elle rencontre des résistances en Occident (réductions financières effectuées par le Congrès américain et réaction de l'opinion publique en Europe).

Parallèlement à cette critique des Etats-Unis, viennent des compliments à l'adresse de l'URSS. Le moratoire soviétique des essais nucléaires représente une démarche positive. Quant à Gorbatchev, c'est un esprit ouvert, selon Brandt, qui en témoigne ainsi : « L'année dernière, lors de notre rencontre à Moscou, M. Gorbatchev m'a dit qu'il comprenait à quel point sont différents les pays européens par leurs particularités historiques, culturelles et autres. J'ai fait observer qu'il existait des différences également entre les pays socialistes européens et que cela, à mon avis, ne constituait pas un obstacle à la paix ». On admirera la finesse de ces analyses...

Dans cet entretien, figurent aussi deux autres couplets habituels de la propagande soviétique : l'un sur la Realpolitique conduite entre la RFA et la RDA, l'autre contre l'installation des fusées en Europe. Pour mettre les points sur les i, Brandt déclare ouvertement : « Mes camarades et moi-même parlons et plaidons en faveur de la deuxième phase de la détente ». Les Soviétiques tiennent exactement le même langage.

Il y a toujours des « écoles du Komintern »

En mars 1980, lors d'un des épisodes les plus tumultueux de l'« affaire Marchais », la direction du PCF démentit que Georges Marchais eût suivi à Moscou les cours de l'Ecole internationale des Cadres. On en vint même à nier qu'il existât toujours une école de ce genre à Moscou : les partis communistes formeraient leurs cadres eux-mêmes, sans être tenus à en faire passer un certain nombre par ce qui était autrefois « les écoles du Komintern ».

Pour dissiper les doutes — s'il en est — citons ces propos recueillis par Michel Cardoze au cours de son « Nouveau voyage à l'intérieur du PCF » :

« Né en 1944, Philippe Dibilio a suivi l'école centrale des cadres du PCF pendant l'hiver 1968-69... Des hommes comme Maxime Gremetz ou Claude Leabres faisaient partie de cette promotion. Claude Leabres suivra l'année suivante les enseignements de « l'école d'un an » à Moscou. Philippe Dibilio aussi, quelques années plus tard. Son témoignage est précieux (...) » :

« J'ai suivi l'« école d'un an » à Moscou en 1973-1974. C'est une expérience fabuleuse pour trois raisons :

1) J'ai enfin vu le socialisme réel dont nous parlions tant. J'ai eu un regard sur des gens attachants, sur leurs réalités. La génération de ceux qui nous faisaient alors les cours sont ceux qui arrivent au pouvoir avec Gorbatchev.

2) Ce fut une rencontre concrète avec le Mouvement communiste international. C'était l'époque de la Révolution des Oeillets au Portugal. Nous avons eu des débats très vifs. Les Français étaient considérés comme des réformistes, les Italiens comme des opportunistes, par les Soviétiques, bien sûr.

3) Ce fut pour moi un moment de culture générale. Pendant un an, je me suis baladé dans les classiques du marxisme, pas de façon dirigée et sans dogmatisme.

« Nous étions trois Français, dans un système de type universitaire : des sessions, enseignement à la carte, par groupe de langue et par zone géographique. On a vu des Italiens qui étaient là depuis deux ans, des Syriens qui sont restés six mois, etc. Nous, pour un an, nous disposions de nos propres enseignants. D'autres stagiaires, de nationalités différentes, venaient pour deux mois.

« Officiellement, à Moscou, cette université des partis communistes et mouvements révolutionnaires n'existe pas. Elle n'a pas de nom. Elle est installée dans un superbe bâtiment rococo.

« Des œuvres de Lénine, nous faisons une lecture qui privilégie le pragmatisme révolutionnaire. On travaillait les œuvres antérieures à 1905 et celles de la période succédant à la Révolution de 1917. J'ai beaucoup étudié « Matérialisme et empiriocriticisme »... (La philosophie, nous l'étudions avec des universitaires (...))

— Etiez-vous privilégiés pour connaître la réalité soviétique ?

— C'est plus compliqué. Lors des visites d'usines, nous entendions les trompettes officielles, mais, après, tu te promènes dans Moscou avec des Brésiliens ou des Italiens, ça décape. Nous avons été reçus dans des magasins par le directeur. Le lendemain, j'y suis revenu comme client. Alors tu poses des questions et tu as des réponses à prendre telles quelles. Exemple : pourquoi faut-il donner un pourboire aux serveurs du restaurant ? Réponse : « Parce que ce sont des employés et non des ouvriers qui, eux, sont plus éduqués ».

« Nous étions très critiques. Au moment de la mort de Georges Pompidou (1974), puis de la campagne électorale, nous avons protesté parce que l'ambassadeur soviétique à Paris a été serrer la main de Giscard d'Estaing entre les deux tours. Ils nous ont répondu ceci : en 1958, vous traitiez De Gaulle de général fasciste ; Abrassimov est allé lui serrer la main à Colomby. Qui avait raison ?

« Ils ne tenaient pas vraiment à ce que nous apprenions la langue russe. Cela aurait été une « perte de temps ». En fait, cela aurait pu nous permettre d'avoir beaucoup plus de contacts. Mais je me suis toujours débrouillé,

comme immigré ». (oc.pp. 112-115).

Quand il partit pour Moscou, Dibilio était membre du Bureau et de secrétariat de la Fédération de l'Isère. Quelques mois après son retour, il alla trois mois à « Fabien » pour s'occuper de la propagande. Puis en 1977, il fut nommé secrétaire général du Point du jour, le quotidien régional que le PCF essaya de lancer à Lyon.

La « bande des deux »

Qui ne se souvient de la fameuse « bande des quatre » dirigeants chinois, dont Mme Mao Zedong, destitués et arrêtés quelques jours seulement après la mort du père de la Chine communiste ? En France, Michel Jobert avait « piraté » la formule en la retournant contre les quatre grands partis français de l'époque : U.D.R., U.D.F., P.S. et P.C. Le 15 mars 1980, dans *l'Humanité*, Charles Fiterman, toujours cinglant, intitulait son éditorial : « La bande des trois ». La formule était alors reprise dans d'innombrables journaux et tracts communistes. Le 16 mars 1981, un mois avant le désistement contraint de Georges Marchais pour François Mitterrand, *l'Humanité* titrait encore sur « la bande des trois » : le Parti socialiste, ex-partenaire du P.C. dans l'union de la gauche, était clairement amalgamé aux partis de la droite.

Dans son livre récent « P.C.F. : le suicide » (Albin Michel), le rénovateur Michel Naudy, journaliste qui suivait alors la campagne présidentielle de Georges Marchais pour *l'Humanité*, relate que ce dernier, enthousiasmé par la trouvaille de son adjoint Fiterman, « suggère qu'on en orne tous les murs de France à l'aide d'une affiche qui reproduirait un photomontage où Chirac, Mitterrand et Giscard seraient représentés se serrant amicalement la main ».

Finalement dissuadé par les spécialistes en communication de la place du Colonel-Fabien, Georges Marchais renonça à son projet, de peur d'en faire trop. La formule était en effet meurtrière pour les espoirs nourris par la base d'un racommodage avec le

Parti socialiste ; elle fut d'ailleurs reprochée à la direction après la double défaite des présidentielles et des législatives du printemps 1981. A tel point que, dans la tribune de discussion préparatoire au 24^e Congrès du parti, la direction communiste fit donner ses avocats : « Alors, je vous en prie, camarades ! Qu'on puisse se laisser abuser, c'est possible. Mais pas au point de vouloir faire passer pour une orientation politique ce qui fut à l'évidence une formule polémique née de la polémique elle-même. Le fond de notre campagne, il suffit de se souvenir de tous les discours de Georges Marchais, n'a rien eu à voir avec cela. Cela a été d'un bout à l'autre : battre Giscard ! » (contribution de Michel Beudet : « La bande des trois », *l'Humanité* du 14/12/1981). Et puis, promis, juré, camarades, nous mesurons désormais nos paroles !

Effectivement « la bande des trois », c'est fini. Maintenant, c'est « la bande des deux » : la formule s'étalait sur toute la largeur de la « une » du quotidien du parti le 24 juillet dernier, prononcée par Paul Laurent la veille, au cours du point de presse hebdomadaire du Bureau politique. Et cette fois, *l'Humanité* ne manque pas une occasion, depuis le 20 mars, de photographe François Mitterrand et Jacques Chirac ensemble !

Chassez le naturel...

Informations cachées

l'Humanité du 26 juillet a rapporté des propos de Fidel Castro recommandant à la presse cubaine d'être plus critique et dynamique, moins triomphaliste aussi, et surtout d'en finir avec le secret et le mystère : « Il (Fidel Castro) a souligné les « dégâts » que pouvait occasionner le fait d'occulter des informations ».

Ce n'est pas à la presse du P.C.F. qu'on pourrait adresser ce reproche, bien sûr. En tout cas, *l'Humanité* a été seule à occulter les propos du *lider maximo* concernant les montages typographiques irrévérencieux et hostiles à son égard parus récemment dans *Granma*, l'organe du Parti communiste cubain.